

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1498

25 mai 2016

### SOMMAIRE

1741 Specialised Investment Funds SICAV ..	71861	Prospector Rig 5 Contracting Company S.à r.l.	71868
57 Whitehall S.à r.l. ....	71900	Quamtys S.à r.l. ....	71860
ANEFORÉ Asbl .....	71903	Raiffeisen Vie S.A. ....	71866
CI Cerveza S.à r.l. ....	71902	RCP Germany S.à r.l. ....	71868
Digital Services XLII S.à.r.l. ....	71858	R-SC Liquidation Services Luxembourg S.à.r.l. ....	71858
Ekoline S.A. ....	71903	Seu Holdings S.à r.l. ....	71862
EPI Highgate S.à.r.l. ....	71886	Shere Khan SPF, S.A. ....	71865
Eurobank Private Bank Luxembourg S.A. ....	71903	SIMON-JOSTEN S.à r.l., HEIZUNG,SANITÄR,KLIMATISATION	71860
Everglades Properties S.A. ....	71904	SIMON-JOSTEN S.à r.l., HEIZUNG,SANITÄR,KLIMATISATION	71860
Foprogest, A.s.b.l. ....	71903	Tech-Part Sarl .....	71865
M&G Capital S.à r.l. ....	71899	Tefram S.A. ....	71864
Orbi Financial .....	71859	The Scarlett Holding S.à r.l. ....	71863
Pacific Europe Invest S.A.H. ....	71858	Unisys Belgium .....	71861
Paymo Investments S.A. ....	71858	Unisys Consulting-Succursale de Luxembourg	71860
Pimcolux S.A. ....	71858	United Trade & Commerce S.A. ....	71864
PIN H. S.à r.l. ....	71859	Verko Productions S.A. ....	71864
Pirineos Super Topco S.à r.l. ....	71862	Vertech Emea SA .....	71864
Play Holdings 3 S.à r.l. ....	71862	VOLCOM Luxembourg Holding S.A. ....	71863
Pluralinvest S.A. ....	71904	Wave Quest S.A. ....	71866
Point Break S.à r.l. ....	71863	Wind Finance SL S.A. ....	71866
Point Break S.à r.l. ....	71862		
PPG Luxembourg Holdings S.à.r.l. ....	71869		
PRB Luxembourg S.à r.l. ....	71867		
Project Oxford Holding S.à r.l. ....	71859		
Prometal Lux S.à r.l. ....	71867		
Prospector Rig 1 Owning Company S.à r.l. ..	71867		

**Paymo Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 199.930.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 27 janvier 2016.

Pour statuts coordonnés

Référence de publication: 2016077410/11.

(160042741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

**Pacific Europe Invest S.A.H., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.  
R.C.S. Luxembourg B 42.153.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions adoptées par l'administrateur-délégué de la Société en date du 25 février 2016 que l'expert-comptable Alphonse KARST, ayant ses bureaux au L-2314 Luxembourg, 2a, place de Paris a été nommé en qualité de dépositaire professionnel des actions et parts au porteur avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 09 mars 2016.

Référence de publication: 2016077409/13.

(160042406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

**Pimcolux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8824 Perlé, 37, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 104.832.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Maître Léonie GRETHEN

*Notaire*

Référence de publication: 2016077414/12.

(160042651) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

**R-SC Liquidation Services Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Digital Services XLII S.à.r.l.).**

**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.  
R.C.S. Luxembourg B 193.973.

Il résulte d'un contrat de transfert de parts sociales, signé et avec date d'effet au 17 février 2016, que l'associé unique de la Société, Vaniday Global S.à r.l., a transféré la totalité des 15.000 parts sociales qu'il détenait dans la Société à:

- International Rocket GmbH & Co. KG, une kommanditgesellschaft, constituée et régie selon les lois de l'Allemagne, immatriculée auprès du local court of Charlottenburg of Berlin sous le numéro HRA 44629 B, ayant son siège social à l'adresse suivante: Johannisstraße 20, 10117 Berlin, Allemagne.

En conséquence, les 15.000 parts sociales de la Société sont désormais détenues par le nouvel associé unique, International Rocket GmbH & Co. KG.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

R-SC Liquidation Services Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2016077430/18.

(160042634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

**PIN H. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 497.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 150.743.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 8 mars 2016.*

*Résolutions:*

L'Assemblée prend acte de la démission, présentée le 31 décembre dernier, par Madame Christine Picco de son mandat de gérante.

L'Assemblée décide de nommer, avec effet immédiat pour la période expirant à l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2017, Monsieur Julien Nicaud, employé privé, demeurant professionnellement au 26 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, gérant

L'Assemblée prend acte de la démission du Commissaire aux Comptes, à savoir, la société International Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l

L'Assemblée décide de nommer avec effet immédiat, pour la période expirant à l'Assemblée Générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2016, la société FCS Services S.à.r.l., ayant son siège social au 2, place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.493, en qualité de Commissaire aux Comptes.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PIN H. S.à r.l.

Signatures

Référence de publication: 2016077415/24.

(160042445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Project Oxford Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 17.000,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 188.045.

—  
EXTRAIT

Par résolution écrite de l'associé unique en date du 08 mars 2016, l'associé unique a décidé d'adopter les résolutions suivantes:

1. La démission de Madame Melissa Leader de son mandat de gérant de catégorie A avec effet au 10 mars 2016.
2. La nomination de Madame Aleksandra Kaleta, née le 20 mai 1982 à Kielce, Pologne, avec adresse professionnelle au 36-38 Wigmore Street, W1U 2LJ London, Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie A pour la période du 10 mars 2016 au 31 mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

*Le mandataire*

Référence de publication: 2016077408/19.

(160042838) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Orbi Financial, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 164.542.

—  
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 9 mars 2016.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2016077385/11.

(160042542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Quantys S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8715 Everlange, 17, rue de Schandel.  
R.C.S. Luxembourg B 167.501.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 2355 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077429/9.

(160042203) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**SIMON-JOSTEN S.à r.l., HEIZUNG,SANITÄR,KLIMATISATION, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4415 Soleuvre, 39, rue Basse.  
R.C.S. Luxembourg B 92.514.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2004 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077499/9.

(160042469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**SIMON-JOSTEN S.à r.l., HEIZUNG,SANITÄR,KLIMATISATION, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4415 Soleuvre, 39, rue Basse.  
R.C.S. Luxembourg B 92.514.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016077510/9.

(160042880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Unisys Consulting-Succursale de Luxembourg, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-8399 Windhof (Koerich), 9, route des Trois Cantons.  
R.C.S. Luxembourg B 132.261.

---

**EXTRAIT**

*Pouvoirs de représentation de la société comme adoptés par l'Organe de Gestion lors de sa réunion du 24 juin 2015  
(extrait)*

**1.1 Administrateur délégué**

Monsieur Dimitrios Angelou, administrateur de la société, domicilié avenue des Hauts Taillis 20, 1330 Rixensart, est réélu comme Administrateur délégué.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 26 juin 2015*

Les associés ont décidé de réélire Dimitrios Angelou, Alexandros Sansoglou, Christine Heyvaert et Carolyn Traczykiewicz en qualité d'administrateurs.

Les associés ont également décidé que le mandat de tous les administrateurs expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur l'approbation des comptes annuels de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2015.

*Extrait des décisions unanimes des actionnaires prises par écrit le 26 janvier 2016*

Les associés de Unisys Consulting ont pris acte de la démission de Madame Carolyn Traczykiewicz, de son mandat d'administrateur, cette démission ayant pris effet le 25 septembre 2015.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 25 février 2016*

Les associés de Unisys Consulting ont décidé de transférer le siège social vers 1831 Diegem, Telecomlaan 9, Belgique avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Unisys Consulting*

Référence de publication: 2016077545/27.

(160042674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Unisys Belgium, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 15.218.

—  
EXTRAIT

*Pouvoirs de représentation de la société comme adoptés par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 24 juin 2015  
(extrait)*

*1.1 Administrateur délégué*

Monsieur Gert Roeckx, administrateur de la société, domicilié à Rechtestraat 8, 3071 Erps-Kwerps, est réélu en tant qu'Administrateur délégué.

*Extrait des décisions unanimes des actionnaires prises par écrit le 15 décembre 2014*

Les actionnaires de Unisys Belgium, conformément à l'article 536 dernier alinéa du Code des sociétés, ont pris acte de la démission de Monsieur Bart Steukers de son mandat d'administrateur, cette démission ayant pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Les actionnaires ont décidé de nommer Gert Roeckx, domicilié à Rechtestraat 8, 3071 Erps-Kwerps, Belgique, en qualité d'administrateur.

*Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 17 décembre 2014*

Gert Roeckx, administrateur, domicilié à Rechtestraat 8, 3071 Erps-Kwerps, Belgique, est nommé en tant qu'Administrateur délégué.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 30 juin 2015.*

Les actionnaires de Unisys Belgium ont décidé de réélire Gert Roeckx, Alexandros Sansoglou, Christine Heyvaert et Carolyn Traczykiewicz, en qualité d'administrateurs.

Les actionnaires ont également décidé que les mandats de tous les administrateurs expireront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui sera appelée à statuer sur l'approbation des comptes de l'exercice social se clôturant le 31 décembre 2015.

*Extrait des décisions unanimes des actionnaires prises par écrit le 29 janvier 2016*

Les actionnaires de Unisys Belgium ont pris acte de la démission de Madame Carolyn Traczykiewicz de son mandat d'administrateur, cette démission ayant pris effet le 25 septembre 2015.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 25 février 2016*

Les actionnaires de Unisys Belgium ont décidé de transférer le siège social vers 1831 Diegem, Telecomlaan 9, Belgique avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2016.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Unisys Belgium*

Référence de publication: 2016077551/35.

(160042675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**1741 Specialised Investment Funds SICAV, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 159.528.

—  
M. Alan Ridgway a démissionné de son poste d'administrateur de 1741 Specialised Investment Funds SICAV avec effet au 31 décembre 2015.

Le conseil d'administration a pris acte de sa démission lors de la réunion du conseil du 16 décembre 2015.

*Pour 1741 SPECIALISED INVESTMENT FUNDS SICAV*

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2016081142/14.

(160046741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**Play Holdings 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 183.894.

Par résolutions prises en date du 3 mars 2016, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Acceptation de la démission d'Ingrid Moinet, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

2. Nomination d'Annick Clérinx, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077400/14.

(160042630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Point Break S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 133.547.

*Extrait des résolutions circulaires prises par le conseil de gérance de la société en date du 25 février 2016*

Le conseil de gérance décide de transférer le siège social de la Société du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg avec effet au 29 février 2016.

À Luxembourg, le 8 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016077402/15.

(160042825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Pirineos Super Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 198.589.

Die koordinierte Satzung vom 29/02/2016 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt. Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 09.03.2016.

Me Cosita Delvaux

*Notar*

Référence de publication: 2016077393/12.

(160042291) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Seu Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.  
R.C.S. Luxembourg B 181.870.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 16 décembre 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

*Notaire*

Référence de publication: 2016077492/13.

(160042365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Point Break S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287-289, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 133.547.

—  
EXTRAIT

Nous vous informons du changement d'adresse de Alain Koch, Caroline Kinyua et Danielle Delnoije, gérants de la Société en date du 29 février 2016, du 9B, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 287-289 Route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 8 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signatures

*L'agent domiciliataire*

Référence de publication: 2016077403/17.

(160042825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**The Scarlett Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 9.000.000,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 192.469.

—  
Par résolutions signées en date du 29 février 2016, le conseil de gérance a pris connaissance de la décision de la Société de transférer son siège social du 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016076148/13.

(160040525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

---

**VOLCOM Luxembourg Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.  
R.C.S. Luxembourg B 172.165.

—  
*Extrait des résolutions écrites de l'associé unique de la Société prises le 16 février 2016*

L'associé unique de la Société prend acte des démissions de Jason Steris et de Bruno Gujer de leurs fonctions d'administrateurs de la Société avec effet respectivement au 14 décembre 2015 et 13 janvier 2016.

L'associé unique a décidé de nommer en tant que nouveaux administrateurs de la Société, à compter du 16 février 2016 et pour une durée de trois (3) ans:

- Todd HYMEL, de résidence professionnelle au 1740 Monrovia Avenue, 92627 Costa Mesa, États-Unis d'Amérique;
- Joost GROOTSWAGERS, de résidence professionnelle au 1 allée Belharra, 64600 Anglet, France; et
- Antoine LANUSSE, de résidence professionnelle au 1 allée Belharra, 64600 Anglet, France.

En conséquence de ce qui précède, le conseil d'administration se compose comme suit:

- Teunis AKKERMAN, administrateur;
- Jean-François PALUS, administrateur;
- Todd HYMEL, administrateur;
- Joost GROOTSWAGERS, administrateur; et
- Antoine LANUSSE, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

VOLCOM Luxembourg Holding S.A.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2016076187/24.

(160040827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

---



**United Trade & Commerce S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 114.041.

## CLÔTURE DE LIQUIDATION

*Extrait*

Par jugement n° 202/16 rendu le 25 février 2016, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de liquidation de la société anonyme UNITED TRADE & COMMERCE SA, avec siège social à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe FISCHER, de fait inconnue à cette adresse.

Pour extrait conforme

Maître Thibault CHEVRIER

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2016076175/16.

(160040763) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

**Verko Productions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9964 Huldange, 3, Op d'Schmett.

R.C.S. Luxembourg B 108.584.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 01.02.16*L'assemblée accepte à l'unanimité la démission en date du 1<sup>er</sup> février 2016 de:

- Nicolas KOCKELMANS au poste d'administrateur
- Bernadette FIASSE au poste d'administrateur

A. VERMIGLIO / N. KOCKELMANS.

Référence de publication: 2016076183/12.

(160040875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

**Vertech Emea SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.

R.C.S. Luxembourg B 97.450.

## CLÔTURE DE LIQUIDATION

*Extrait*

Par jugement n° 203/16 rendu le 25 février 2016, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a déclaré closes, pour absence d'actif, les opérations de liquidation de la société anonyme VERTECH EMEA SA, avec siège social à L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe FISCHER, de fait inconnue à cette adresse.

Pour extrait conforme

Maître Thibault CHEVRIER

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2016076184/16.

(160040762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

**Tefram S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1258 Luxembourg, 32, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 160.238.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg.

Référence de publication: 2016076153/10.

(160040496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.



**Tech-Part Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 8, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 193.905.

—  
RECTIFICATIF

*Extrait*

Lors de l'acte de «Minutes of the Quotaholders' Meeting» de la société à responsabilité limitée Tech-Part Sarl, établie et ayant son siège social au 8, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg, inscrite sous le numéro B 193.905 auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 31 décembre 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 674 du 20 mars 2013,

acte enregistré à Luxembourg Actes Civiles 2, le 11 janvier 2016, 2LAC/2016/607, aux droits de soixante-quinze euros (75.- EUR) déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg le 25 janvier 2016 avec la relation L160014151,

une erreur s'est glissée dans la deuxième résolution de la version anglaise, en ce qui concerne la description de la souscription qui aurait dû se lire comme suit:

*“Second resolution*

(...)

I. TECH-RE SA, subscribes part of the increase of the corporate capital of the Company without any premium and namely declares to subscribe Euro 1,682,690.00 (one million six hundred eighty-two thousand six hundred ninety euro), by conversion of the previous financial quotaholders' loan granted as at today for an amount of Euro 540,000.00-(EUR five hundred forty thousand) and by a contribution in kind consisting of:

(...”

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Martine SCHAEFFER

*Notaire*

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 2 mars 2016. Relation: 2LAC/2016/4680. Reçu douze euros Eur 12.-.

*Le Receveur (signé):* André MULLER.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2016.

Référence de publication: 2016076147/33.

(160040071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

---

**Shere Khan SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1220 Luxembourg, 8, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 198.846.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue le 3 mars 2016 à Luxembourg*

*Résolutions:*

L'Assemblée prend acte de, et accepte la démission présentée en date de ce jour par le Commissaire aux Comptes de la Société, à savoir la société International Corporate Services (Luxembourg) S.à r.l., ayant son siège social au 50, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 107.093.

L'Assemblée décide de nommer avec effet immédiat, comme nouveau Commissaire aux Comptes, la société:

- NeoConsult S.à r.l., ayant son siège social au 11, route des 3 Cantons, L-8399 Windhof, société enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.448.

Le mandat du Commissaire aux Comptes ainsi nommé, viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHERE KHAN SPF, S.A.

Signature

Référence de publication: 2016076129/21.

(160040862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

---

**Wind Finance SL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 18-20, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 110.868.

*Extrait des décisions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires en date du 7 mars 2016*

L'Assemblée a décidé de renouveler les mandats des administrateurs actuels de la société jusqu'à l'assemblée générale approuvant les comptes annuels 2016.

L'Assemblée a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de la société PricewaterhouseCoopers jusqu'à l'issue de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels 2016.

Luxembourg, le 7 mars 2016.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Wind Finance SL S.A.*

Mme Nathalie Baloze

Référence de publication: 2016076192/16.

(160040772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

---

**Wave Quest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 97.976.

—  
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 22 février 2016 que:

La société DATA GRAPHIC SA a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes

Monsieur Nicolas GODFREY, né le 27 janvier 1984 à Kortrijk (Belgique) et domicilié au 4c, Fleeschgaas L-6665 Herborn a été nommé à la fonction de commissaire aux comptes. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022.

Les mandats d'administrateurs de Monsieur Alain NOULLET, Monsieur Clive GODFREY et Monsieur Jean-Pierre HIGUET ont été prolongés jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2022.

Monsieur Clive GODFREY, administrateur est désormais domicilié professionnellement au 8, rue Heinrich Heine L-1720 Luxembourg et Monsieur Alain NOULLET, administrateur est domicilié professionnellement au 7, rue Guillaume J. Kroll L-1882 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2016076194/19.

(160040883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

---

**Raiffeisen Vie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.  
R.C.S. Luxembourg B 90.283.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 9 mars 2016 que

- Messieurs Jean-Louis BARBIER, André BIRGET, Philippe BONTE, John BOUR, Laurent DEMEULDER, Guy HOFFMANN, Marc LAUER et Gilbert WOLTER ont été reconduits comme administrateurs pour la durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de 2017 ayant à statuer sur les résultats de l'exercice 2016;

- la société anonyme EY, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 35E, avenue J.F. Kennedy, a été reconduite comme réviseur d'entreprises agréé pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale de l'an 2017 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2016.

Messieurs Marc LAUER et Guy HOFFMANN ont été reconduits dans leurs fonctions de Président respectivement de Vice-président du Conseil d'administration pour une durée d'un an, jusqu'à l'Assemblée générale de l'an 2017 qui aura à statuer sur les résultats de l'exercice 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

RAIFFEISEN VIE S.A.

Référence de publication: 2016081022/19.

(160047115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**PRB Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 50.200,00.**

Siège social: L-1282 Luxembourg, 1, rue Hildegard von Bingen.  
R.C.S. Luxembourg B 139.269.

Suite aux résolutions du conseil de gérance de la Société en date du 7 mars 2016:

L'adresse du siège de la Société a été modifiée et est devenue 1, rue Hildegard von Bingen, L-1282 Luxembourg au lieu de 7A, rue Robert Stümper, L- 2557 Luxembourg à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRB Luxembourg S.à r.l.  
Domenico Latronico  
*Gérant B*

Référence de publication: 2016081010/15.

(160046744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**Prometal Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4392 Pontpierre, 75, rue de Schiffflange.  
R.C.S. Luxembourg B 177.920.

EXTRAIT

Il résulte d'une décision prise par les associés de la Société en date du 16 mars que:

Le siège social de la société est fixé à l'adresse suivante:

75, rue de Schiffflange, L-4392 Pontpierre

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme  
*Pour la société*  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2016081014/15.

(160047155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**Prospector Rig 1 Owning Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.001,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 165.721.

En assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2015, la forme légale de Prospector Offshore Drilling, l'associé unique de la Société, a changé de la forme de société anonyme à celle de société à responsabilité limitée.

Par résolution prise en date du 7 mars 2016, l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission du gérant suivant à partir du 1<sup>er</sup> mars 2016:

\* Monsieur Michael Fletcher Pope, ayant son adresse professionnelle au Lot A, Level 5, Tower 2 - Etiqa Towers, 11 Jalang Pinang - 50450 Kuala Lumpur, Malaysia

- Nomination du gérant de classe A suivant à partir du 1<sup>er</sup> mars 2016:

\* Madame Sandrine Algrain, né le 06 juin 1977 à Bastogne, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Par résolution prise en date du 8 mars 2016, l'associé unique de la Société a pris la décision suivante:

- Nomination du réviseur d'entreprises agréé

\* PricewaterhouseCoopers, une société luxembourgeoise domiciliée à 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg jusqu'à l'assemblée approuvant les comptes annuels 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandrine Algrain  
*Gérant*

Référence de publication: 2016080994/24.

(160047252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**RCP Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68/70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 124.016.

—  
**CLÔTURE DE LIQUIDATION**

*Extrait*

Il résulte d'un acte de clôture de liquidation reçu par le notaire Maître Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 23 décembre 2015, enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 30 décembre 2015, 2LAC/2015/30382, aux droits de soixante-quinze euro (75,- EUR), que la société à responsabilité limitée RCP Germany S.à r.l. (en liquidation), ayant son siège social à 68-710, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 124.016, constitué en date du 7 janvier 2007 par acte de Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notaire alors de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, numéro 543 du 5 avril 2007.

La société a été mise en liquidation par acte de Maître Martine SCHAEFFER notaire de résidence à Luxembourg en date du 13 décembre 2011, publié au Mémorial C, numéro 263 du 31 janvier 2012.

L'associé unique accorde entière décharge au Liquidateur Elizabeth Verwaltung S.à r.l., ayant son siège social à 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 152.587, pour l'exécution de tous ses devoirs et obligations pendant, et en relation avec, la liquidation de la Société.

En prenant note du rapport du Commissaire-vérificateur et en approuvant les comptes de liquidation, la société unique donne décharge au Commissaire-vérificateur Kitty Hawk Capital Partners I L.P., ayant son siège social à 9, Castle Street, Elizabeth House, JE-JE4 2QP St Helier, Jersey.

L'Associé Unique prend connaissance que toutes les dettes de la Société ont été payées et qu'il n'y a pas de boni de liquidation dû et payable.

En conséquence, l'associé unique prononce la clôture de la liquidation et décide de conserver les livres et documents sociaux pour une période de cinq ans (5) à partir de la date dans le Mémorial C, à l'ancien siège à 68-70, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016081024/30.

(160046730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**Prospector Rig 5 Contracting Company S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 20.100,00.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 291, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 178.375.

En assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2015, la forme légale de Prospector Offshore Drilling, l'associé unique de la Société, a changé de la forme de société anonyme à celle de société à responsabilité limitée.

Par résolution prise en date du 7 mars 2016, l'associé unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission du gérant suivant à partir du 1<sup>er</sup> mars 2016:

\* Monsieur Michael Fletcher Pope, ayant son adresse professionnelle au Lot A, Level 5, Tower 2 - Etiqa Towers, 11 Jalang Pinang - 50450 Kuala Lumpur, Malaysia

- Nomination du gérant de classe A suivant à partir du 1<sup>er</sup> mars 2016:

\* Madame Sandrine Algrain, né le 06 juin 1977 à Bastogne, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 291, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

Par résolution prise en date du 8 mars 2016, l'associé unique de la Société a pris la décision suivante:

- Nomination du réviseur d'entreprises agréé

\* PricewaterhouseCoopers, une société luxembourgeoise domiciliée à 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg jusqu'à l'assemblée approuvant les comptes annuels 2015

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sandrine Algrain

*Gérant*

Référence de publication: 2016080995/24.

(160047251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2016.

---

**PPG Luxembourg Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 97.150.

**GEMEINSAMER ENTWURF EINES VERSCHMELZUNGSPLANS**

für die  
GRENZÜBERSCHREITENDE VERSCHMELZUNG  
der  
PPG Industries Deutschland GP GmbH auf die  
PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.L.

Dieser gemeinsame Entwurf eines Verschmelzungsplans für die grenzüberschreitende Verschmelzung der PPG Industries Deutschland GP GmbH auf die PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.L. im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme wird aufgestellt von

(1) PPG Industries Deutschland GP GmbH, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach deutschem Recht mit Sitz in Wuppertal, mit der Geschäftsanschrift Stackenbergstr. 34, 42329 Wuppertal, Bundesrepublik Deutschland, und eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Wuppertal unter der Registernummer HRB 23510 ("PPG GP GmbH" oder "Übertragende Gesellschaft")

und

(2) PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.L., einer nicht börsennotierten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach Recht des Großherzogtums Luxemburg mit Sitz in 6 C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg, und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 97.150 mit einem Stammkapital von EUR 7.234.875.- ("PPG Lux Holdco" oder "Übernehmende Gesellschaft").

*Präambel*

(A) Die PPG Lux Holdco und die PPG GP GmbH beabsichtigen, die PPG GP GmbH als übertragende Gesellschaft im Wege einer grenzüberschreitenden Verschmelzung zur Aufnahme auf die PPG Lux Holdco als übernehmende Gesellschaft zu verschmelzen.

(B) Die Verschmelzung ist eine grenzüberschreitende Verschmelzung und erfolgt gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, die im Großherzogtum Luxemburg und in der Bundesrepublik Deutschland in Umsetzung der Richtlinie 2005/56/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 (die Richtlinie 2005/56/EG) über die Verschmelzung von Kapitalgesellschaften aus verschiedenen Mitgliedstaaten erlassen wurden. Im Großherzogtum Luxemburg erfolgt die Verschmelzung gemäß den Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée) ("1915 Gesetz"); in der Bundesrepublik Deutschland erfolgt die Verschmelzung gemäß den Bestimmungen des Zehnten Abschnitts des Zweiten Teils des Zweiten Buchs (§§ 122a bis 122i) des Umwandlungsgesetzes (UmwG).

Der Verwaltungsrat der PPG Lux Holdco sowie der alleinige Geschäftsführer der PPG GP GmbH stellen hiermit den folgenden gemeinsamen Entwurf eines Verschmelzungsplans (der "Verschmelzungsplan") auf;

**1. An der Verschmelzung Beteiligte Gesellschaften.**

**1.1 PPG Industries Deutschland GP GmbH**

Die Übertragende Gesellschaft, PPG Industries Deutschland GP GmbH, ist eine nach deutschem Recht bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung. Die PPG GP GmbH hat ihren Satzungssitz in Wuppertal, Bundesrepublik Deutschland. Die Geschäftsanschrift lautet; Stackenbergstr. 34, 42329 Wuppertal, Bundesrepublik Deutschland. Die PPG GP GmbH ist im Handelsregister des Amtsgerichts Wuppertal unter der Nummer HRB 23510 eingetragen und verfügt über ein Stammkapital in Höhe von EUR 25.000, welches in 25.000 Geschäftsanteile mit einem Nennbetrag von je EUR 1 eingeteilt ist. Alleinige Gesellschafterin der PPG GP GmbH ist die PPG Industries Securities LLC, die sämtliche Geschäftsanteile der PPG GP GmbH hält.

**1.2 PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.**

Die Übernehmende Gesellschaft, PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.L., ist eine nach Recht des Großherzogtums Luxemburg bestehende nicht börsennotierte Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée). Die PPG Lux Holdco hat ihren Gesellschaftssitz gemäß Satzung in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg und ihre Geschäftsanschrift lautet 6 C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Großherzogtum Luxemburg. Die PPG Lux Holdco ist im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 97.150 eingetragen und verfügt über ein gezeichnetes Kapital in Höhe von EUR 7.234.875.-. Alleinige Gesellschafterin der PPG Lux Holdco ist die PPG Industries Securities LLC, die sämtliche Anteile an der PPG Lux Holdco hält.

Die PPG Lux Holdco wird nach der Verschmelzung ihre Firma unverändert fortführen.

**2. Vermögensübertragung im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme.** Die PPG GP GmbH wird als übertragende Gesellschaft auf die PPG Lux Holdco als übernehmende Gesellschaft im Wege der grenzüberschreitenden Verschmelzung zur Aufnahme gemäß § 122a Abs. 2 UmwG i.V.m. § 2 Nr. 1 UmwG und Art. 259 bis 276 des 1915 Gesetzes verschmolzen. Mit dieser Verschmelzung überträgt die PPG GP GmbH ihr Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Auflösung ohne Abwicklung auf die PPG Lux Holdco als übernehmende Gesellschaft im Wege der Verschmelzung zur Aufnahme. Mit Wirksamwerden der Verschmelzung geht das gesamte Vermögen (alle Aktiva und Passiva) der PPG GP GmbH im Wege der Gesamtrechtsnachfolge auf die PPG Lux Holdco über.

**3. Wirksamwerden der Verschmelzung.** Die Verschmelzung wird gemäß Art. 273ter des 1915 Gesetzes mit der Veröffentlichung des Protokolls der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft, die Über die Verschmelzung beschließt, im luxemburgischen Unternehmensregister (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) rechtswirksam. Als Folge dessen erlischt die PPG GP GmbH und ihr Vermögen geht als Ganzes ohne Abwicklung auf die PPG Lux Holdco über.

#### **4. Keine Gegenleistung; Entbehrlichkeit Weiterer Angaben; Keine Verschmelzungsprüfung.**

4.1 Alleinige Gesellschafterin der übertragenden PPG GP GmbH und der übernehmenden PPG Lux Holdco ist die PPG Industries Securities LLC. PPG Industries Securities LLC verzichtet gemäß § 122a Abs. 2 UmwG i.V.m. § 54 Abs. 1 Satz 3 UmwG durch notariell beurkundete Verzichtserklärung in Teil B dieser Urkunde auf die Gewährung von Anteilen an der Übernehmenden Gesellschaft. Nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg ist eine Ausgabe von Geschäftsanteilen der übernehmenden Gesellschaft nicht erforderlich. Daher ist auch eine Erhöhung des Kapitals der übernehmenden PPG Lux Holdco nicht erforderlich. Folglich werden im Rahmen der Verschmelzung keine neuen Anteile der PPG Lux Holdco ausgegeben.

4.2 Da im Rahmen der Verschmelzung keine neuen Anteile ausgegeben werden, entfallen im Verschmelzungsplan die Angaben über das Umtauschverhältnis (§ 122c Abs. 2 Nr. 2 UmwG; bzw. Art. 261 Abs. 2 b) des 1915 Gesetzes), Angaben hinsichtlich der Übertragung von neuen Geschäftsanteilen der übernehmenden Gesellschaft (§ 122c Abs. 2 Nr. 3 UmwG; bzw. Art. 261 Abs. 2 c) des 1915 Gesetzes), sowie die Angabe des Zeitpunkts, von dem an neu ausgegebene Aktien das Recht auf Beteiligung am Gewinn gewähren (§ 122c Abs. 2 Nr. 5 UmwG; bzw. Art. 261 Abs. 2 d) des 1915 Gesetzes).

4.3 Es bedarf zudem keiner Verschmelzungsprüfung, da die PPG Industries Securities LLC als alleinige Gesellschafterin der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften gemäß § 122f UmwG i.V.m. § 9 Abs. 3 i.V.m. § 8 Abs. 3 S. 1 Alt. 1 UmwG; bzw. Art. 266 (5) des 1915 Gesetzes auf diese durch notariell beurkundete Erklärung in Teil B dieser Urkunde verzichtet. Ebenso wird durch die PPG Industries Securities LLC als alleinige Gesellschafterin auf die Erstellung eines entsprechenden

Verschmelzungsprüfungsberichts nach § 122f UmwG i.V.m. § 12 Abs. 3 i.V.m. § 8 Abs. 3 S. 1 Alt. 1 UmwG; bzw. Art. 266 (5) des 1915 Gesetzes durch notariell beurkundete Erklärung in Teil B dieser Urkunde verzichtet.

#### **5. Bilanzen; Bilanzstichtag; Verschmelzungsstichtag; Bewertung des Übernommenen Vermögens.**

5.1 Der Verschmelzung liegen die Bilanz der PPG Lux Holdco zum Stichtag 31. Dezember 2015 und die Bilanz der PPG GP GmbH zum Stichtag 31. Dezember 2015 zu Grunde. Der Stichtag dieser Bilanzen gilt als Stichtag zur Bestimmung der Bedingungen der Verschmelzung (§ 122c Abs. 2 Nr. 12 UmwG; bzw. Art. 261 (4) e) des 1915 Gesetzes).

5.2 Der steuerliche Übertragungsstichtag ist der 31. Dezember 2015, 24:00 Uhr.

5.3 Der Zeitpunkt, von dem an die Handlungen der übertragenden Gesellschaft, PPG GP GmbH, unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung als für Rechnung der übernehmenden Gesellschaft vorgenommen gelten, ist der 1. Januar 2016, 0:00 Uhr (Verschmelzungsstichtag i.S.v. § 122c Abs. 2 Nr. 6 UmwG und Art. 261 Abs. 2 e) des 1915 Gesetzes). Von diesem Zeitpunkt an gelten alle Handlungen und Geschäfte der PPG GP GmbH als für Rechnung der PPG Lux Holdco vorgenommen.

5.4 Die PPG Lux Holdco wird die von der PPG GP GmbH auf sie übergehenden Vermögensgegenstände des Aktiv- und Passivvermögens mit Wirksamwerden der Verschmelzung in ihrem handelsrechtlichen Jahresabschluss zu Buchwerten ansetzen (§ 122c Abs. 2 Nr. 11 UmwG; bzw. gemäß Art. 261 (4) d) des 1915 Gesetzes).

**6. Voraussichtliche Auswirkungen für die Beschäftigung bei den an der Verschmelzung Beteiligten Gesellschaften.** Weder die übertragende PPG GP GmbH noch die übernehmende PPG Lux Holdco beschäftigt Arbeitnehmer. Es ergeben sich somit keine Auswirkungen für die Beschäftigung von Arbeitnehmern durch die Verschmelzung i.S.v. § 122c Abs. 2 Nr. 4 UmwG; bzw. Art. 261 (4) b) des 1915 Gesetzes.

**7. Verfahren zur Regelung der Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte.** Keine der an der grenzüberschreitenden Verschmelzung beteiligten Gesellschaften beschäftigt Arbeitnehmer. Die Voraussetzungen für ein Verfahren zur Regelung der Beteiligung der Arbeitnehmer an der Festlegung ihrer Mitbestimmungsrechte liegen mithin nicht vor, so dass entsprechende Angaben zum Verfahren gemäß § 122 Abs. 2 Nr. 10 UmwG; Art. 261 (4) c) des 1915 Gesetzes entfallen.

**8. Keine Gewährung Besonderer Rechte.** Weder der PPG Industries Securities LLC als alleiniger Gesellschafterin der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften noch Inhabern von anderen Wertpapieren als Geschäftsanteilen werden im Rahmen der Verschmelzung Sonderrechte i.S.d. § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG bzw. Art. 261 (2) f) des 1915 Gesetzes gewährt, und es werden auch keine Maßnahmen im Sinne dieser Vorschriften vorgeschlagen.



## **9. Keine Gewährung Besonderer Vorteile; Verschmelzungsprüfung.**

9.1 Die Organstellung des alleinigen Geschäftsführers, Herrn Reginald Lachnitt, der PPG GP GmbH erlischt mit Wirksamwerden der Verschmelzung. Besondere Vorteile i.S.d. § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG bzw. Art. 261 (2) g) des 1915 Gesetzes wurden und werden den Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts-, oder Kontrollorganen der PPG GP GmbH nicht gewährt.

9.2 Den Mitgliedern der Verwaltungs-, Leitungs-, Aufsichts-, oder Kontrollorgane der PPG Lux Holdco wurden und werden keine besonderen Vorteile i.S.d. § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG bzw. Art. 261 (2) g) des 1915 Gesetzes gewährt. Insbesondere ändern sich durch die Verschmelzung auch nicht die Stellung, die Kompetenzen oder die Zusammensetzung der Mitglieder des Verwaltungsrats der PPG Lux Holdco.

9.3 Da die PPG Industries Securities LLC als alleinige Gesellschafterin der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften gemäß § 122f i.V.m. § 9 Abs. 3 i.V.m. § 8 Abs. 3 S. 1 Alt. 1 UmwG bzw. Art. 266 (5) des 1915 Gesetzes auf die Verschmelzungsprüfung und § 122f i.V.m. § 12 Abs. 3 i.V.m. § 8 Abs. 3 S. 1 Alt. 1 UmwG; Art. 266 (5) des 1915 Gesetzes auf die Erstellung des Verschmelzungsprüfungsberichts durch notariell beurkundete Erklärung in Teil B dieser Urkunde verzichtet, bedarf es auch keiner Bestellung eines Verschmelzungsprüfers. Besondere Vorteile zugunsten eines Verschmelzungsprüfers im Sinne von § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG; Art. 261 (2) g) des 1915 Gesetzes können daher nicht gewährt werden.

**10. Kein Abfindungsangebot.** Die PPG Industries Securities LLC ist die alleinige Gesellschafterin der übertragenden PPG GP GmbH. Sie beabsichtigt der Verschmelzung der PPG GP GmbH auf die PPG Lux Holdco zuzustimmen und verzichtet durch notariell beurkundete Erklärung in Teil B dieser Urkunde auf eine Barabfindung nach § 122i UmwG (§§ 122a Abs. 2 i.V.m. §§ 29, 30 Abs. 2 S. 2, 12 Abs. 3, 8 Abs. 3 S. 1 Alt. 1 UmwG analog). Mithin ist ein Angebot einer Barabfindung nach § 122i Abs. 1 UmwG durch die übertragende PPG GP GmbH an die PPG Industries Securities LLC als deren alleinige Gesellschafterin nicht erforderlich.

## **11. Bedingungen zur Ausübung der rechte der Gläubiger und Minder-Heitsgesellschafter der Jeweiligen an der Verschmelzung Beteiligten Gesellschaften.**

11.1 Bei der übertragenden PPG GP GmbH ergeben sich die Rechte der Gläubiger nach § 122j UmwG. Hiernach ist den Gläubigern der PPG GP GmbH als übertragender Gesellschaft Sicherheit zu leisten, soweit sie nicht Befriedigung verlangen können. Dieses Recht steht den Gläubigern der PPG GP GmbH jedoch nur zu, wenn sie binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden ist, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderung gefährdet wird. Das Recht auf Sicherheitsleistung steht nur Gläubigern im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplans oder seines Entwurfs entstanden sind.

Vollständige Auskünfte über die Modalitäten für die Ausübung der Rechte der Gläubiger der PPG GP GmbH können unter folgender Anschrift kostenlos eingeholt werden: PPG GP GmbH, Stackenbergstr. 34, 42329 Wuppertal, Bundesrepublik Deutschland.

11.2 Gemäß Art. 268 des 1915 Gesetzes können Gläubiger, deren Forderungen vor dem Datum der Veröffentlichung des Protokolls der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft, die über die Verschmelzung beschließt, im luxemburgischen Unternehmensregister (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) begründet wurden, ungeachtet aller gegenteiligen Vereinbarungen, innerhalb von zwei Monaten nach dieser Veröffentlichung bei dem Vorsitzenden Richter der Kammer des für Handelssachen und Erlassfragen zuständigen Bezirksgerichts (chamber of the Tribunal d'Arrondissement), in dessen Bezirk die Schuldnergesellschaft ihren Sitz hat, im Eilverfahren die Stellung von ausreichenden Sicherheiten für fällige und noch laufende Forderungen beantragen, wenn sie nachweisen können, dass die Befriedigung ihrer Forderungen durch die Verschmelzung gefährdet ist und sie von der Gesellschaft keine angemessenen Sicherheiten erhalten haben.

Der Vorsitzende Richter weist den Antrag ab, wenn der Gläubiger bereits über angemessene Sicherheiten verfügt oder wenn diese in Anbetracht der Finanzlage der Gesellschaft nach der Verschmelzung nicht erforderlich sind. Die Schuldnergesellschaft kann diesen Antrag hinfällig werden lassen, indem sie die Forderung des Gläubigers -selbst wenn die Forderung befristet ist -befriedigt.

Wird die Sicherheit nicht innerhalb der festgesetzten Frist geleistet, wird die Forderung sofort fällig.

11.3 Da die PPG Industries Securities LLC die alleinige Gesellschafterin der übertragenden PPG GP GmbH und der übernehmenden PPG Lux Holdco ist, bedarf es keiner Darstellung der Rechte der Minderheitsgesellschafter im Rahmen der in diesem Verschmelzungsplan vorgesehenen Verschmelzung.

**12. Satzung der PPG Lux Holdco.** Die derzeitige Satzung der PPG Lux Holdco ist diesem Verschmelzungsplan gemäß § 122c Abs. 2 Nr. 9 UmwG bzw. Art. 261 (4) a) des 1915 Gesetzes als Anlage 1 beigefügt und ist Bestandteil des Verschmelzungsplans. Die Satzung der PPG Lux Holdco wird im Rahmen der Verschmelzung der PPG GP GmbH auf die PPG Lux Holdco nicht geändert.

**13. Kein Verschmelzungsbericht.** Weder die PPG GP GmbH als übertragende Gesellschaft noch die PPG Lux Holdco als übernehmende Gesellschaft beschäftigen Arbeitnehmer. § 122e S. 3 UmwG ist in diesem Fall nicht anzuwenden und ein Verzicht der Anteilinhaber auf den Verschmelzungsbericht zuzulassen. Da die PPG Industries Securities LLC als



alleinige Gesellschafterin aller an der grenzüberschreitenden Verschmelzung beteiligten Gesellschaften auf die Erstattung eines Verschmelzungsberichts in notariell beurkundeter Form in Teil B dieser Urkunde verzichtet (§ 122a Abs. 2 i.V.m. § 8 Abs. 3 S. 1 Alt. 1 UmwG; Art. 265 (3) des 1915 Gesetzes), ist kein Verschmelzungsbericht durch die Vertretungsorgane der PPG GP GmbH und der PPG Lux Holdco zu erstatten.

**14. Grundbesitz.** Die PPG GP GmbH als übertragende Gesellschaft hat keinen Grundbesitz.

**15. Kosten; Steuern; Gebühren.** Die durch die Aufstellung dieses Verschmelzungsplans und aus seinem Vollzug entstehenden Kosten, Steuern und Gebühren trägt die PPG Lux Holdco. Falls die Verschmelzung nicht wirksam werden sollte, trägt die PPG Lux Holdco sämtliche im Zusammenhang mit der Vorbereitung und Durchführung der Verschmelzung sowie die im Zusammenhang mit der Aufstellung dieses Verschmelzungsplans entstandenen Kosten.

**16. Abschliessende Bestimmungen.**

16.1 Sollte eine Bestimmung dieses Verschmelzungsplans unwirksam, undurchführbar oder nicht durchsetzbar sein oder werden, so wird die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen davon nicht berührt. Die Parteien des Verschmelzungsplans verpflichten sich vielmehr bereits jetzt, anstelle der unwirksamen, undurchführbaren oder nicht durchsetzbaren Bestimmung eine solche zu vereinbaren, die im Rahmen der rechtlichen Möglichkeiten dem am nächsten kommt, was die Parteien des Verschmelzungsplans nach dem Sinn und Zweck der unwirksamen, undurchführbaren oder nicht durchsetzbaren Bestimmung wirtschaftlich gewollt haben. Gleiches gilt für etwaige Regelungslücken.

16.2 Änderungen oder Ergänzungen dieses Verschmelzungsplans bedürfen der notariellen Beurkundung.

16.3 Ausschließlicher Erfüllungsort und Gerichtsstand für alle Ansprüche aus oder im Zusammenhang mit diesem Verschmelzungsplan ist - soweit rechtlich zulässig - Frankfurt a.M., Deutschland. Jede der an der Verschmelzung beteiligten Gesellschaften wird zudem die Vorschriften und Formalitäten des für sie geltenden innerstaatlichen Rechts einhalten bzw. erledigen.

17 May 2016.

PPG Industries Deutschland GP GmbH / PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.

Reginald Lachnitt / SE CLARKSON

*Geschäftsführer / Class A manager*

Convenience translation (This is a translation of a document into English. Allen & Overy LLP has taken reasonable care to ensure that it is accurate. However, you should be aware that words and legal concepts used in one language may not have exact equivalents in another. Allen & Overy LLP therefore cannot guarantee that the translation will have exactly the same meaning as the original.)

JOINT DRAFT MERGER PLAN

for the

CROSS-BORDER MERGER

of

PPG Industries Deutschland GP GmbH

into

PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.

This joint draft merger plan for the cross-border merger of PPG Industries Deutschland GP GmbH into PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l. by way of a merger by absorption is drawn up by

(1) PPG Industries Deutschland GP GmbH, a limited liability company governed by German law having its registered office in Wuppertal and its business address at Stackenbergstr. 34, 42329 Wuppertal, Federal Republic of Germany, registered in the commercial register of the Local Court of Wuppertal under registration number HRB 23510 ("PPG GP GmbH" or the "Transferring Company")

and

(2) PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6 C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 97.150 and having a share capital of EUR 7,234,875.- ("PPG Lux Holdco" or the "Acquiring Company").

*Preamble*

(A) PPG Lux Holdco and PPG GP GmbH intend to merge PPG GP GmbH as transferring company into PPG Lux Holdco as acquiring company by way of a cross-border merger by absorption.

(B) The merger will be a cross-border merger and will be performed in accordance with the statutory provisions adopted in the Grand Duchy of Luxembourg and in the Federal Republic of Germany implementing Directive 2005/56/EC of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 (Directive 2005/56/EC) on cross-border mergers of limited liability companies domiciled in different member states. In the Grand Duchy of Luxembourg, the merger will be performed

in accordance with the provisions of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée) (the "1915 Law"); in the Federal Republic of Germany, the merger will be performed in accordance with the provisions of Chapter 10 of Part 2 of Book 2 (sections 122a to 1221) of the German Transformation Act (Umwandlungsgesetz; UmwG).

The board of managers of PPG Lux Holdco and the sole managing director of PPG GP GmbH hereby draw up the following joint draft merger plan (the "Merger Plan"):

### **1. Merging companies.**

#### **1.1 PPG Industries Deutschland GP GmbH**

The Transferring Company, PPG industries Deutschland GP GmbH, is a limited liability company existing under German law. PPG GP GmbH has its registered office as determined in its articles of association in Wuppertal, Federal Republic of Germany. Its business address is: Stackenbergstr. 34, 42329 Wuppertal, Federal Republic of Germany. PPG GP GmbH is registered in the commercial register of the Local Court of Wuppertal under number HRB 23510 and has a registered share capital of EUR 25,000, divided into 25,000 shares with a nominal amount of EUR 1 each. The sole shareholder of PPG GP GmbH is PPG Industries Securities LLC, which holds all shares in PPG GP GmbH.

#### **1.2 PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.**

The Acquiring Company, PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l., is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. PPG Lux Holdco has its registered office as determined in its articles of association in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg and is located at 6 C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. PPG Lux Holdco is registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 97.150 and has a subscribed share capital of EUR 7,234,875.-. The sole shareholder of PPG Lux Holdco is PPG Industries Securities LLC, which holds all shares in PPG Lux Holdco.

The company name of PPG Lux Holdco will remain unchanged after the merger.

**2. Transfer of assets and liabilities by way of merger by absorption.** PPG GP GmbH as the transferring company will be merged into PPG Lux Holdco as the acquiring company by way of a cross-border merger by absorption pursuant to section 122a (2) UmwG in conjunction with section 2 no. 1 UmwG and articles 259 to 276 of the 1915 Law. With this merger, PPG GP GmbH will transfer all of its assets and liabilities together with all rights and obligations under dissolution without liquidation to PPG Lux Holdco as the Acquiring Company by way of a merger by absorption. Upon the merger taking effect, all assets and liabilities of PPG GP GmbH will pass to PPG Lux Holdco by way of universal succession.

**3. Effectiveness of the merger.** Pursuant to article 273ter of the 1915 Law, the merger will take legal effect from the date of the publication of the minutes of the general meeting of the Acquiring Company which decides on the merger in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations). As a result of the foregoing, PPG GP GmbH will be dissolved and all of its assets and liabilities will pass to PPG Lux Holdco without liquidation.

### **4. No consideration; Dispensability of further particulars; No merger audit.**

4.1 The sole shareholder of the transferring entity PPG GP GmbH and the acquiring entity PPG Lux Holdco is PPG Industries Securities LLC. PPG Industries Securities LLC hereby waives the issuance of shares in the Acquiring Company pursuant to section 122a (2) UmwG in conjunction with section 54 (1) sentence 3 UmwG by way of a notarised waiver declaration contained in part B of this deed. Under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg the issuance of shares in the acquiring company is not required. Hence, an increase of the capital of the acquiring entity PPG Lux Holdco is therefore not required. Accordingly, no new shares in PPG Lux Holdco will be issued in the context of the merger.

4.2 Since no new shares will be issued in the context of the merger, the following information will not be required to be stated in the Merger Plan: the exchange ratio (section 122c (2) no. 2 UmwG; article 261 (2) b) of the 1915 Law), information concerning the transfer/delivery of new shares in the acquiring company (section 122c (2) no. 3 UmwG; article 261 (2) c) of the 1915 Law), and the date from which newly issued shares will entitle the holder to a share in the profits (section 122c (2) no. 5 UmwG; article 261 (2) d) of the 1915 Law).

4.3 Moreover, a merger audit is not required since PPG Industries Securities LLC as the sole shareholder of the merging companies waives the right to have such an audit performed pursuant to section 122f UmwG in conjunction with section 9 (3) and section 8 (3) sentence 1, 1<sup>st</sup> alternative UmwG; and article 266 (5) of the 1915 Law by way of the notarised declaration contained in part B of this deed. PPG Industries Securities LLC as the sole shareholder also waives the right to have a corresponding merger audit report prepared pursuant to section 122f UmwG in conjunction with section 12 (3); and section 8 (3) sentence 1, 1<sup>st</sup> alternative UmwG and article 266 (5) of the 1915 Law by way of the notarised declaration contained in part B of this deed.

### **5. Balance sheets; Balance sheet date; Merger cut-off date; Valuation of acquired assets.**

5.1 The merger will be performed on the basis of the balance sheet of PPG Lux Holdco as of 31 December 2015 and the balance sheet of PPG GP GmbH as of 31 December 2015. The balance sheet date of these balance sheets will be deemed the relevant date for determining the terms of the merger (section 122c (2) no. 12 UmwG and article 261 (4) e) of the 1915 Law).

5.2 The tax transfer closing date is 31 December 2015, 24:00 hrs.

5.3 The point of time as from which the actions of the transferring company, PPG GP GmbH, are deemed to be taken for the account of the acquiring company, PPG Lux HoldCo, from an accounting perspective, is 1 January 2016, 0:00 hrs (merger cut-off date (Verschmelzungsstichtag) within the meaning of section 122c (2) no. 6 UmwG and article 261 (2) e) of the 1915 Law). As of this point in time, all acts and transactions of PPG GP GmbH will be deemed carried out for the account of PPG Lux HoldCo.

5.4 As from the time the merger takes effect, PPG Lux HoldCo will report the assets and liabilities transferred to it from PPG GP GmbH at book values in its commercial-law annual financial statements (section 122c (2) no. 11 UmwG; article 261 (4) d) of the 1915 Law.

**6. Anticipated employment-related consequences for the merging companies.** Neither PPG GP GmbH as the Transferring Company nor PPG Lux HoldCo as the Acquiring Company have any employees. No employment-related consequences will therefore arise in connection with the merger within the meaning of section 122c (2) no. 4 UmwG and article 261(4) b) of the 1915 Law.

**7. Procedure governing employee involvement on determining their participation rights.** Neither of the companies involved in the cross-border merger has any employees. Consequently, the criteria requiring a procedure to be established for governing employee involvement on determining their participation rights are not met, so that no information needs to be provided concerning such procedure pursuant to section 122 (2) no. 10 UmwG and article 261 (4) c) of die 1915 Law.

**8. No granting of special rights.** No special rights within the meaning of section 122c (2) no. 7 UmwG and article 261 (2) f) of the 1915 Law are granted to either PPG Industries Securities LLC as the sole shareholder of the merging companies or to holders of securities other than shares in connection with the merger, and no measures within the meaning of these statutory provisions are proposed.

**9. No granting of special benefits; Merger audit.**

9.1 The appointment of the sole managing director of PPG GP GmbH, Mr Reginald Lachnitt, ends upon the merger taking effect. Special benefits within the meaning of section 122c (2) no. 8 UmwG and article 261 (2) g) of the 1915 Law have not been and will not be granted to the administration, management, supervisory or controlling boards of PPG GP GmbH.

9.2 Special benefits within the meaning of section 122c (2) no. 8 UmwG and article 261 (2) g) of the 1915 Law have not been and will not be granted to members of the administration, management, supervisory and controlling boards of PPG Lux HoldCo. In particular, the appointment, the competences and the composition of the board of managers of PPG Lux HoldCo will not be changed by the merger.

9.3 Since PPG Industries Securities LLC as the sole shareholder of the merging companies has waived its right to have a merger audit performed pursuant to section 122f UmwG in conjunction with section 9 (3) and section 8 (3) sentence 1, 1<sup>st</sup> alternative UmwG and article 266 (5) of the 1915 Law as well as its right to have a merger audit report prepared pursuant to section 122f UmwG in conjunction with section 12 (3) and section 8 (3) sentence 1, 1<sup>st</sup> alternative UmwG and article 266 (5) of the 1915 Law by way of the notarised declaration contained in part B of this deed, the appointment of a merger auditor is not required. Special benefits in favour of a merger auditor within the meaning of section 122c (2) no. 8 UmwG and article 261 (2) g) of the 1915 Law therefore cannot be granted.

**10. No compensation offer.** PPG Industries Securities LLC is the sole shareholder of the transferring entity PPG GP GmbH. PPG Industries Securities LLC intends to consent to the merger of PPG GP GmbH into PPG Lux HoldCo and waives its right to receive cash compensation pursuant to (section 122i UmwG (section 122a (2) UmwG in conjunction with sections 29 and 30 (2) sentence 2, section 12 (3) and section 8 (3) sentence 1, 1<sup>st</sup> alternative UmwG applying mutatis mutandis). It is therefore not necessary for PPG GP GmbH as the transferring entity to make a cash compensation offer pursuant to section 122i (1) UmwG to PPG Industries Securities LLC as its sole shareholder.

**11. Conditions for the exercise of the rights of creditors and minority shareholders of the respective merging companies.**

11.1 For PPG GP GmbH as the transferring entity the creditors' rights result from section 122j UmwG. Pursuant to this statutory provision, the creditors of PPG GP GmbH as Transferring Company are to be provided security insofar as they cannot demand satisfaction of their claims. However, the creditors of PPG GP GmbH will be entitled to this right only if they assert their claim in writing, citing its merits and its amount, within two months of the date on which the Merger Plan or a draft thereof has been published and if they satisfactorily demonstrate that the merger will jeopardise the satisfaction of their claim. Creditors will be entitled to obtain security only with regard to claims that have arisen before the date on which the Merger Plan or a draft thereof has been published, or not later than fifteen (15) days after such date.

Full information on the modalities of the exercise of the rights of creditors of PPG GP GmbH may be obtained free of charge at the following address: PPG GP GmbH, Stackenbergstr. 34, 42329 Wuppertal, Federal Republic of Germany.

11.2 Pursuant to article 268 of the 1915 Law, creditors whose claims pre-date the date of the publication of the minutes of the general meeting of the Acquiring Company which decides on the merger in the Luxembourg official gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial

matters in the district in which the registered office of the debtor company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where they can credibly demonstrate that due to the merger the satisfaction of their claims is at stake and that no safeguards have been obtained from the company.

The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the financial situation of the company after the merger. The debtor company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt.

If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due.

11.3 As PPG Industries Securities LLC is the sole shareholder of the transferring entity PPG GP GmbH and the acquiring entity PPG Lux Holdco, a description of the rights of minority shareholders may be dispensed within the context of the merger envisaged under this Merger Plan.

**12. Articles of association of PPG Lux Holdco.** The current articles of association of PPG Lux Holdco are attached to this Merger Plan in accordance with section 122c (2) no. 9 UmwG and article 261 (4) a) of the 1915 Law as Schedule 1 and form part of the Merger Plan. The articles of association of PPG Lux Holdco will not be changed in connection with the merger of PPG GP GmbH into PPG Lux Holdco.

**13. No merger report.** Neither PPG GP GmbH as the Transferring Company nor PPG Lux Holdco as the Acquiring Company have any employees. In this case, section 122e sentence 3 UmwG is not to be applied, and the shareholders' waiver relating to the merger report is to be permitted. Since PPG Industries Securities LLC as the sole shareholder of all companies involved in the cross-border merger waives its right to have a merger report prepared by its notarised declaration contained in part B of this deed (section 122a (2) UmwG in conjunction with section 8 (3) sentence 1, 1<sup>st</sup> alternative UmwG and article 265 (3) of the 1915 Law), the representative bodies of PPG GP GmbH and PPG Lux Holdco are not required to prepare a merger report.

**14. Real property.** PPG GP GmbH as the Transferring Company does not own any real property.

**15. Costs; Taxes; Fees.** The costs, taxes and fees incurred in connection with drawing up and implementing this Merger Plan will be borne by PPG Lux Holdco. In the event that the merger does not take effect, PPG Lux Holdco will bear all costs incurred in connection with the preparation and performance of the merger and in connection with drawing up this Merger Plan.

**16. Final provisions.**

16.1 Should any provision of this Merger Plan become ineffective, impracticable or unenforceable, this will not affect the effectiveness of the remaining provisions. Instead, the parties to the Merger Plan hereby undertake to replace the invalid, impracticable or unenforceable provision by a provision that comes as close as legally possible to what the parties to the Merger Plan intended from an economic point of view in accordance with the intent and purpose of the invalid, impracticable or unenforceable provision. The same applies to any gaps in this Merger Plan.

16.2 Any amendments or supplements to this Merger Plan must be notarised.

16.3 Exclusive place of performance and place of jurisdiction for all claims under or in connection with this Merger Plan is Frankfurt am Main, Germany, to the extent permitted by law. Each of the merging companies will in addition comply with all requirements and perform all formalities applicable to it under national law.

**Annex 1 / Schedule 1**

**ARTICLE OF ASSOCIATION OF PPG LUX HOLDCO / SATZUNG DER PPG LUX HOLDCO**

In the year two thousand sixteen, on the fourth of March.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED**

PPG Industries Securities, LLC, a limited liability company incorporated under the laws of the State of Delaware. United States of America, having its registered office at 1886 Lynnbury Woods Road, Dover, Delaware 19904. United States of America and registered with the Delaware Division of Corporations under number 0836320.

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, with professional address at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on February 9<sup>th</sup>, 2016.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6C, rue Gabriel Uppmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of seven million two hundred thirty-four thousand eight hundred and seventy-five euro (EUR 7,234,875) and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 97.150, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary then residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated November 18<sup>th</sup>, 2003, whose articles of incorporation (the "Articles") were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et



Associations (the "Mémorial C"), number 1375, page 65966 on December 30<sup>th</sup>, 2003 (the "Company"). The Articles of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, dated November 18<sup>th</sup>, 2013 and published in the Mémorial C, number 662, page 31762 on March 13<sup>th</sup>, 2014.

The appearing party, representing the whole corporate capital of the Company, requires the notary to act the following resolution taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which the sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing:

*Sole resolution*

The Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles including the Company's objects' clause and the signatory power of the managers and resolves to add an English translation of the Articles, which Articles shall be read as follows in its English version:

" **1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law").

**2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company (the "Registered Office") is established in the city of Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 8.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 8.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") passed in accordance with these Articles - including Article 15.5 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law (the "Luxembourg Law"),

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

**3. Objects.** The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to co-ordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.3 to invest and deal with the Company's money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.4 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company's property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.5 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.6 to enter into any guarantee or contract of indemnity or suretyship, and to provide security for the performance of the obligations of and/or the payment of any money by any person (including anybody corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person (a "Holding Entity") which is for the time being a member of or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or anybody corporate in which a Holding Entity has a direct or indirect interest and any person who is associated with the Company in any business or venture), with or without the Company

receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company's undertaking, property or assets (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.6 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of, indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness or financial obligations of any other person;

3.7 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.8 to sell, lease, exchange, let on hire and dispose of any real or personal property and/or the whole or any part of the undertaking of the Company, for such consideration as the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) thinks fit, including for shares, debentures or other securities, whether fully or partly paid up, of any person, whether or not having objects (altogether or in part) similar to those of the Company; to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, sub-contractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favour of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company's objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law,

**4. Duration.** The Company is established for an unlimited duration.

#### **5. Share capital.**

5.1 The share capital of the Company is seven million two hundred thirty-four thousand eight hundred seventy-five euro (EUR 7,234,875) divided into two hundred eighty-nine thousand three hundred ninety-five (289,395) shares with a nominal value of twenty-five euro (EUR 25) each (the "Shares"). In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 The Company may establish a share premium account (the "Share Premium Account") into which any premium paid on any Share is to be transferred. Decisions as to the use of the Share Premium Account are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles.

5.3 The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing Shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Shareholder(s) subject to the 1915 Law and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor.

5.4 All Shares have equal rights.

5.5 The Company may repurchase, redeem and/or cancel its Shares subject as provided in the 1915 Law.

#### **6. Indivisibility of shares.**

6.1 Each Share is indivisible.

6.2 A Share may be registered in the name of more than one person provided that all holders of a Share notify the Company in writing as to which of them is to be regarded as their representative; the Company will deal with that representative as if it were the sole Shareholder in respect of that Share including for the purposes of voting, dividend and other payment rights.

#### **7. Transfer of shares.**

7.1 During such time as the Company has only one Shareholder, the Shares will be freely transferable.

7.2 During such time as the Company has more than one Shareholder:

7.2.1 Shares may not be transferred other than by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters (3/4) of the Shares have agreed to the transfer in general meeting;

7.2.2 Shares may not be transmitted by reason of death to persons other than Shareholders unless Shareholders holding at least three quarters (3/4) of the Shares held by the survivors have agreed to the transfer or in the circumstances envisaged by article 189 of the 1915 Law;

7.2.3 The transfer of Shares is subject to the provisions of articles 189 and 190 of the 1915 Law.

#### **8. Management.**

8.1 The Company will be managed by one (1) or more managers (the "Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

8.2 If the Company has at the relevant time only one (1) Manager, he is referred to in these Articles as a "Sole Manager".

8.3 If the Company has from time to time more than one (1) Manager, they will be divided into class A managers (the "Class A Managers") and class B managers (the "Class B Managers"). The Class A Managers and the Class B Managers will collectively constitute a board of managers or conseil de gérance (the "Board of Managers").

8.4 A Manager may be removed at any time for any reason by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

**9. Powers of the managers.** The Sole Manager, when the Company has only one (1) Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

**10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager;

10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11.

**11. Agent of the managers.** The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, the Board of Managers may delegate any of their powers for specific tasks to one (1) or more ad hoc agents and will determine any such agent's powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

## **12. Board meetings.**

12.1 Meetings of the Board of Managers (the "Board Meetings") may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

12.2 The Sole Manager, or in case of plurality of Managers, the Board of Managers, may from time to time appoint officers of the Company, including a managing director, general manager or any assisting managers or other officers of the group of companies to which the Company belongs considered necessary for the operation and management of the Company. Officers need not to be Managers or Shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the Sole Manager or in case of plurality of Managers, the Board of Managers.

12.3 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

12.4 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a "Manager's Representative") at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 12.6.

12.5 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers, and at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager, are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority, with at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager voting in favour.

12.6 A Manager or his Manager's Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

12.7 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager's Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned.

12.8 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

## **13. Conflict of interest.**

13.1 If any of the Managers of the Company has an interest in a matter to be discussed or resolution proposed at a Board Meeting, he shall inform the other Managers of that interest. For the purposes of this article 13, an "interest" of a Manager shall include an interest of such Manager by virtue of such Manager;

13.1.1 holding office as a Manager or director of another person involved in the matter;

13.1.2 holding any other office or employment with another person involved in the matter; or



13.1.3 being interested directly or indirectly in any securities (or any rights to acquire securities) in another person involved in the matter.

13.2 In respect of a matter or resolution in which a Manager has an interest, which is a personal interest opposed to the interest of the Company (a "Personal Conflicting Interest"), such Manager may not participate in relation to the relevant matter or resolution or vote on such matter or resolution or count towards the quorum for a Board Meeting while that matter or resolution is discussed. In all other circumstances without prejudice to the obligation of a Manager to disclose any interest a Manager may participate in debate in relation to and/or vote at any meeting of the Board of Managers on any matter or resolution concerning a matter in relation to which he has, directly or indirectly, an interest and if he votes his vote shall be counted.

13.3 For the avoidance of doubt, any interest of a Manager arising solely by virtue of his having been nominated for appointment as a Manager by or holding any office or employment or any other contractual relationship with another person involved in the matter irrespective of whether that other person's interest conflicts with that of the Company shall not be deemed to be a 'Personal Conflicting Interest'.

13.4 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm or entity shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm or entity. Any person related as described above to any company or firm or entity with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from participating in debates, considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business and shall not be deemed by reason of such affiliation to have a Personal Conflicting Interest.

13.5 The previous provisions of this article 13 shall not apply where the decision of the Board of Managers or the Sole Manager relates to current operations entered into under normal conditions.

#### **14. Incapacity of the board of managers and dissolution.**

14.1 in case of a dissolution or incapacity of one or more Manager(s) or if the Board of Managers, for any reason, is unable to act, the Company shall not be dissolved.

14.2 In this case, the Shareholders' Meeting shall quickly appoint the new Manager(s).

#### **15. Shareholders' resolutions.**

15.1 Each Shareholder shall have one (1) vote for every Share of which he is the holder.

15.2 The sole shareholder shall exercise any powers conferred to the Shareholders' Meeting.

15.3 Subject as provided in Articles 15.4, 15.5 and 15.6. Shareholders' Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

15.4 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

15.5 Subject as provided in Article

15.4, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters (3/4) of the Shares.

15.6 A resolution to dissolve the Company or to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed in accordance with Luxembourg Law.

15.7 A meeting of Shareholders (a "Shareholders' Meeting") may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

15.8 A Shareholder may be represented at a Shareholders' Meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

15.9

15.9.1 If at the time the Company has no more than twenty-five (25) Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a Shareholders' Meeting provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

15.9.2 The majority requirement applicable to the adoption of resolutions by a Shareholders' Meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of Shareholders. Except where required by Luxembourg Law, there shall be no quorum requirements for the passing of written resolutions of Shareholders. Written resolutions of Shareholders shall be validly passed immediately upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of Shareholders' votes subject to the requirements as provided in Article

15.9.1 and the above provisions of Article 15.9.2, irrespective of whether all shareholders have voted or not.

## **16. Annual general meeting.**

16.1 If the Company has more than twenty-five (25) Shareholders, the annual general meeting of the Shareholders shall meet each year in the city of Munsbach, at the place indicated in the convening notices on 1 July of each year. If this day is not a business day, the meeting shall be held on the first following business day.

16.2 If the Company has less than twenty-five (25) Shareholders, the annual general meeting of the Shareholders can meet in the City of Luxembourg not later than 1 July of each year.

**17. Business year.** The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> January and ends on the 31<sup>st</sup> December of each year (all dates inclusive).

## **18. Distributions on shares.**

18.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

18.2 Subject to the provisions of Luxembourg Law and the Articles, the Company may by resolution of the Shareholders declare dividends in accordance with the respective rights of the Shareholders.

18.3 The Sole Manager or the Board of Managers as appropriate may decide to pay interim dividends to the Shareholder (s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the 1915 Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant Shareholder(s).

**19. Dissolution and liquidation.** The liquidation of the Company shall be decided by the Shareholders' Meeting in accordance with Luxembourg Law and article 14 of the present Articles. If at the time the Company has only one Shareholder, that Shareholder may, at its option, resolve to liquidate the Company by assuming personally all the assets and liabilities, known or unknown, of the Company.

## **20. Interpretation and Luxembourg law.**

20.1 In these Articles:

20.1.1 a reference to:

- (a) one gender shall include each gender;
- (b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;
- (c) a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);
- (d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

20.1.2 the words "include" and "including" shall be deemed to be followed by the words "without limitation" and general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by words indicating a particular class of acts, matters or things or by examples falling within the general words;

20.1.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

20.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law."

### *Costs and expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand six hundred euro (EUR 1,600).

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his/her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français de ce qui précède:**

L'an deux mille seize, le quatre mars.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

PPG Industries Securities, LLC, une limited liability company régie par les lois de l'état du Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège social au 1886 Lynnbury Woods Road, Dover, Delaware 19904, Etats-Unis d'Amérique et immatriculée auprès du Delaware Division of Corporations sous le numéro 0836320,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, résidant professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration délivrée sous seing privé le 9 février 2016.

Ladite procuration, signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux autorités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique (l' "Associé Unique") de "PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l.", une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de sept millions deux cent trente-quatre huit cent soixante-quinze euros (7.234.875,-EUR), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 97.150, constituée par un acte notarié de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 18 novembre 2003, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial C") numéro 1375, page 65966 le 30 décembre 2003 (la "Société"). Les Statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suite à un acte du notaire instrumentaire, en date du 18 novembre 2013 et publiés au Mémorial C, numéro 662, page 31762 le 13 mars 2014.

La partie comparante, représentant l'ensemble du capital social de la Société, requiert le notaire d'acter la résolution suivante prise conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, selon lesquelles l'associé unique d'une société à responsabilité limitée exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront documentées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit:

#### *Résolution unique*

L'Associé Unique décide de procéder à une refonte complète des Statuts y compris de l'objet social et du pouvoir de signature des gérants et décide d'ajouter une traduction anglaise des Statuts qui se liront désormais comme suit dans leur version française:

« **1. Forme juridique et dénomination sociale.** Le présent document constitue les statuts (les "Statuts") de PPG LUXEMBOURG HOLDINGS S.à r.l. (la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg y compris la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, comme modifiée de temps à autre (la "Loi de 1915").

#### **2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société (le "Siège Social") est établi dans la ville de Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre lieu de la même municipalité du Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) le Gérant Unique (comme défini à l'Article 8.2) si la Société est gérée par un Gérant unique au moment du transfert; ou

(b) le Conseil de Gérance (comme défini à l'Article 8.3) si la Société est gérée par un Conseil de gérance au moment du transfert; ou

2.2.2 en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg (dans la même municipalité ou non) par une résolution des associés de la Société (une "Résolution des Associés") prise en accord avec les présents Statuts - y compris l'Article 15.5 - et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg comme modifiées de temps à autre, y compris la Loi de 1915 (la "Loi Luxembourgeoise").

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique, social ou de tout autre ordre de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social se produiraient, ou seraient considérés comme imminents, le Siège Social pourrait être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à un retour à la normale de la situation; de telles mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, et la Société, malgré ce transfert temporaire du Siège Social, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance de la Société le cas échéant.

2.4 La Société peut avoir des bureaux et succursales, à la fois au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

#### **3. Objet social.** La Société a pour objets:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes les entités sociales dans lesquelles la Société détient à cet instant un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (que ce soit par souscription initiale, appel d'offres, achat, échange ou tout autre procédé) la totalité ou partie des titres, actions ou parts, obligations, emprunts obligataires, et tout autre titre émis ou garanti par toute personne, et tout autre actif de quelque nature qu'il soit, et de détenir ces titres en tant qu'investissements, ainsi que de les vendre, les échanger et en disposer au même titre;

3.2 d'entreprendre toute activité ou commerce qui soit, et d'acquérir, entreprendre ou reprendre la totalité ou partie de l'activité, des biens et/ou des dettes de toute personne exerçant une activité quelconque;

3.3 d'investir et de gérer l'argent et les fonds de la Société de la façon que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) juge appropriée, et de prêter des sommes d'argent et d'accorder à toute personne des crédits assortis ou non de sûretés en fonction des cas;

3.4 de conclure des emprunts, lever des fonds et sécuriser le paiement de sommes d'argent de la façon que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) juge appropriée, y compris par l'émission (dans la mesure où la Loi Luxembourgeoise l'autorise) d'obligations et de tout autre titre ou instrument, perpétuel ou non, convertible ou non, en relation ou non avec la totalité ou partie des biens de la Société (présents et futurs) ou son capital non encore levé, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.5 d'acquérir une participation, fusionner, se regrouper, entreprendre une consolidation ou encore de conclure un partenariat ou un arrangement en vue d'un partage des profits, une communauté d'intérêts, une coopération, une société commune (joint venture), une concession réciproque ou autre avec toute personne, y compris tout employé de la Société;

3.6 de conclure un accord de garantie ou un contrat d'indemnités ou de sûretés, et d'accorder une sûreté en vue de l'exécution des obligations et/ou du paiement de toute somme d'argent par toute personne (y compris toute entité sociale dans laquelle la société a un intérêt direct ou indirect (une "Entité Holding") ou toute personne qui est à cet instant un membre ou a, de quelque façon que ce soit, un intérêt direct ou indirect dans la Société ou toute entité sociale dans laquelle une Entité Holding a un intérêt direct ou indirect, et toute personne associée avec la Société dans certaines activités ou entreprises), avec ou sans que la Société y reçoive une quelconque contrepartie ou un quelconque avantage (direct ou indirect), et que ce soit par convention personnelle ou hypothèque, débit ou nantissement pesant sur tout ou partie des engagements, biens, actifs (présents et futurs) de la Société, ou par tout autre moyen; pour les besoins de cet Article 3.6, "garantie" inclut toute obligation, sous quelque forme que ce soit, de payer, de satisfaire, de fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de, d'indemniser ou d'assurer l'indemnisation contre les conséquences d'un défaut de paiement d'une dette ou d'être plus généralement responsable de toute obligation financière ou dette à laquelle une autre personne est tenue;

3.7 d'acheter, prendre à bail, échanger, louer ou acquérir de quelque façon que ce soit toute propriété mobilière ou immobilière et tout droit ou privilège qui s'y rattache;

3.8 de vendre, louer, échanger ou disposer de toute propriété mobilière ou immobilière et/ou la totalité ou partie des entreprises de la Société, en échange d'une contrepartie déterminée par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant), y compris des actions, obligations ou tout autre titre, entièrement ou partiellement libérés, de toute personne, que cette personne ait ou non les même objet social (en tout ou en partie) que la Société; détenir des actions, obligations ou tout autre titre ainsi acquis; améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, céder ou accorder des options, tirer profit ou encore disposer de tout ou partie des biens et des droits de la Société;

3.9 de réaliser toutes les actions envisagées en vertu de tous les paragraphes de cet Article 3 (a) où que ce soit dans le monde; (b) en tant que partie principale, agent/représentant, prestataire, trustee, administrateur ou autre; (c) par l'intermédiaire de trustees, agents/représentants, sous-traitants, ou autre; et (d) seul ou avec une ou plusieurs autres personnes;

3.10 de prendre toutes les mesures nécessaires (y compris conclure et exécuter des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) estime accessoires ou nécessaires à la réalisation de l'objet social de la Société, ou à l'exercice de la totalité ou partie de ses pouvoirs;

ETANT TOUJOURS ENTENDU que la Société ne sera pas partie à une transaction qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui nécessiterait l'obtention d'une autorisation de faire le commerce en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans avoir obtenu préalablement l'autorisation requise conformément à la Loi Luxembourgeoise.

**4. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

## **5. Capital social.**

5.1 Le capital social de la Société est fixé à sept millions deux cent trente-quatre mille huit cent soixante-quinze euros (7.234.875,- EUR) représenté par deux cent quatre-vingt-neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze (289.395) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune (les "Parts Sociales"). Dans les présents Statuts, "Associés" signifie les détenteurs au moment pertinent des Parts Sociales et "Associé" doit être interprété en conséquence.

5.2 La Société peut établir un compte de prime d'émission (le "Compte de Prime d'Emission") sur lequel la prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera transférée. Les décisions quant à l'utilisation du Compte de Prime d'Emission doivent être prises par le(s) Associé(s) sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents Statuts.

5.3 La Société peut, sans limite, accepter du capital ou d'autres apports sans émettre de Parts Sociales ou d'autres titres en contrepartie de l'apport en question et peut créditer les apports sur un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le(s) Associé(s), sous réserve des dispositions de la Loi de 1915 et des présents Statuts. Afin d'éviter tout doute, il est entendu qu'il peut ainsi être décidé, sans que cela soit cependant nécessaire, d'allouer le montant de l'apport en question à son apporteur.

5.4 Toutes les Parts Sociales confèrent les mêmes droits.

5.5 La Société peut racheter, rembourser et/ou annuler ses propres Parts Sociales sous réserve des dispositions de la Loi de 1915.

## **6. Indivisibilité des parts sociales.**

6.1 Chaque Part Sociale est indivisible.

6.2 Une Part Sociale peut être enregistrée au nom de plus d'une personne à condition que tous les détenteurs d'une Part Sociale notifient à la Société par écrit qui parmi eux doit être considéré comme leur représentant; la Société traitera ce représentant comme s'il était l'unique Associé détenteur de la Part Sociale en question, y compris en matière de vote, dividende et autres droits au paiement.

## **7. Cession de parts sociales.**

7.1 Tant que la Société n'aura qu'un Associé, les Parts Sociales seront librement cessibles.

7.2 Lorsque la Société a plus d'un Associé:

7.2.1 les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-Associés, à moins que les Associés détenant au moins trois quarts (3/4) du capital social aient accepté la cession lors d'une assemblée générale;

7.2.2 les Parts Sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-Associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts (3/4) des droits appartenant aux survivants ou dans les circonstances envisagées à l'article 189 de la Loi de 1915;

7.2.3 la cession de Parts Sociales est sujette aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi de 1915.

## **8. Gérance.**

8.1 La Société sera gérée par un (1) ou plusieurs gérants (les "Gérants") qui seront nommés par une Résolution des Associés adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

8.2 Si la Société n'a qu'un (1) seul Gérant à un instant donné, ce Gérant sera désigné dans les présents Statuts comme le "Gérant Unique".

8.3 Si la Société a plus d'un (1) Gérant à un instant donné, ces Gérants seront divisés en gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") et gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B"), et les Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B ensemble constitueront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.4 Un Gérant peut être révoqué à tout moment pour cause par une Résolution des Associés adoptée conformément à la Loi Luxembourgeoise et aux présents Statuts.

**9. Pouvoirs des gérants.** Le Gérant Unique, quand la Société n'a qu'un (1) Gérant, et sinon le Conseil de Gérance, peut entreprendre toute action nécessaire ou utile à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception des actions réservées aux Associés par la Loi Luxembourgeoise ou les présents Statuts.

**10. Représentation.** Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou engager la Société:

10.1 si la Société a un Gérant Unique, la signature du Gérant Unique;

10.2 si la Société a plus d'un Gérant, la signature conjointe d'au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B;

10.3 toute personne à laquelle un tel pouvoir a été délégué en vertu de l'Article 11.

**11. Délégation de pouvoirs.** Le Gérant Unique ou, si la Société a plus d'un Gérant, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un (1) ou plusieurs représentants ad hoc et déterminera les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de ces représentants, la durée de leur période de représentation ainsi que toute autre condition pertinente de sa mission.

## **12. Réunions du conseil de gérance.**

12.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les "Réunions du Conseil") peuvent être convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance désigne un président.

12.2 Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance, peut de temps en temps nommer des responsables de la Société, y compris un managing director, general manager ou tous assisting managers ou d'autres responsables du groupe de sociétés auquel la Société appartient considérés nécessaires pour le fonctionnement et la gestion de la Société. Les responsables n'ont pas besoin d'être Gérants ou Associés de la Société. Les responsables nommés, sauf stipulation contraire, auront les pouvoirs et obligations qui leur sont donnés par le Gérant Unique ou en cas de pluralité de Gérants, le Conseil de Gérance.

12.3 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil sans se plier à la totalité ou partie des conditions et formalités de convocation si tous les Gérants ont renoncé à ces mêmes conditions et formalités de convocation soit par écrit, lors de la Réunion du Conseil en question, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

12.4 Un Gérant peut nommer un autre Gérant (mais pas une personne autre qu'un Gérant) pour le représenter (le "Représentant du Gérant") lors d'une Réunion du Conseil afin d'y assister, de délibérer, de voter, et d'accomplir toutes les fonctions du Gérant en son nom pendant cette Réunion du Conseil. Un Gérant peut représenter plusieurs autres Gérants à une Réunion du Conseil à condition (et sans préjudice des quorums requis) qu'au moins deux (2) Gérants soient physique-



ment présents à une Réunion du Conseil en personne ou participent en personne à une Réunion du Conseil tenue en vertu de l'Article 12.6.

12.5 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de Gérants, et au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B, est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité simple, avec au moins un (1) Gérant de Catégorie A et un (1) Gérant de Catégorie B votant en faveur.

12.6 Un Gérant ou son Représentant du Gérant peut valablement participer à une Réunion du Conseil par conférence téléphonique, une vidéoconférence ou par un moyen de communication similaire à condition que toutes les personnes participant à la réunion soient capables de s'entendre et de parier entre eux tout au long de la réunion. Une personne participant de cette façon est réputée être présente en personne à la réunion, doit être prise en compte dans le quorum et être autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toute activité traitée de cette façon par les Gérants sera, pour les besoins des présents Statuts, réputée valablement et effectivement traitée durant une Réunion du Conseil, en dépit d'un nombre d'administrateurs (ou leurs représentants) physiquement présents sur place inférieur au nombre requis pour constituer un quorum.

12.7 Une résolution écrite signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, par un Représentant du Gérant en question) est aussi valable et effective que si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil dûment convoquée et tenue, et peut consister en un ou plusieurs documents sous la même forme, chacun signé par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants concernés.

12.8 Les procès-verbaux d'une Réunion du Conseil devront être signés et les extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés par tout Gérant présent à la Réunion.

### **13. Conflit d'intérêt.**

13.1 Si un des Gérants de la Société a un intérêt dans une affaire à discuter ou dans une résolution proposée lors d'une Réunion du Conseil, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants. Aux fins de cet article 13, un "intérêt" d'un Gérant comprend les intérêts d'un tel Gérant:

13.1.1 exerçant une fonction de Gérant ou de directeur d'une autre personne impliquée dans l'affaire;

13.1.2 exerçant toute fonction ou emploi avec une autre personne Impliquée dans l'affaire;

13.1.3 étant directement ou indirectement intéressé dans toutes valeurs mobilières (ou tout droit d'acquérir des valeurs mobilières) portant sur une autre personne impliquée dans l'affaire.

13.2 En ce qui concerne les affaires ou résolutions dans lesquelles un Gérant a un intérêt personnel opposé à celui de la Société (un "Intérêt Personnel Opposé"), ce Gérant n'a pas le droit de participer à cette affaire ou résolution, ou de voter sur telle affaire ou résolution; il n'est pas pris en compte pour le quorum de la Réunion du Conseil pendant que cette affaire ou résolution est discutée. Dans tous les autres cas, sans préjudice de l'obligation d'un Gérant de divulguer tout intérêt, le Gérant peut participer au débat et/ou voter lors de toute Réunion du Conseil sur toute affaire ou résolution portant sur une question en relation avec une affaire pour laquelle il a directement ou indirectement un intérêt, et s'il vote, son vote est compté.

13.3 Pour éviter tout doute, tout intérêt d'un Gérant né simplement par le fait d'être proposé pour nomination comme Gérant, ou d'occuper un poste ou tout emploi ou toute relation contractuelle avec une autre personne impliquée dans l'affaire, peu importe si les intérêts de cette autre personne sont en conflit avec ceux de la Société, ne doit pas être considéré comme un Intérêt Personnel Opposé.

13.4 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et toute autre société ou entreprise ou entité ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout responsable de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, responsable ou employé d'une telle société ou entreprise ou entité. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise ou entité, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relation d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de participer aux débats, de délibérer, de voter ou d'agir sur une opération relative à de tels contrats ou transactions et ne devra pas être considérée comme ayant, en raison de cette affiliation, un intérêt Personnel Opposé.

13.5 Les dispositions précédentes de cet article 13 ne s'appliqueront pas au cas où la décision de la Réunion du Conseil ou du Gérant Unique concerne des opérations courantes, entamées sous des conditions normales.

### **14. Incapacité du conseil de gérance et dissolution.**

14.1 En cas de dissolution ou d'incapacité d'un ou plusieurs Gérant(s) ou si le Conseil de Gérance est dans l'impossibilité d'agir pour quelque raison que ce soit, la Société ne sera pas dissoute.

14.2 Dans ce cas, l'Assemblée Générale nommera rapidement le(s) nouveau(x) Gérant(s).

### **15. Résolutions des associés.**

15.1 Chaque Associé dispose d'une (1) voix pour chaque Part Sociale qu'il détient.

15.2 L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale.

15.3 Sous réserve des stipulations des Articles 15.4, 15.5 et 15.6, les Résolutions des Associés sont valides uniquement si elles sont adoptées par des Associés détenant plus de la moitié des Parts Sociales, étant entendu que si ce taux n'est pas

atteint lors de la première assemblée ou lors de la première consultation écrite, les Associés devront être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et la résolution pourra être adoptée à la majorité des votes, sans préjudice du nombre de Parts Sociales représentées.

15.4 Les Associés ne peuvent pas changer la nationalité de la Société ou obliger un Associé quelconque à augmenter sa participation dans la Société autrement que par un vote unanime des Associés.

15.5 Sous réserve des stipulations de l'Article 15.4, toute résolution visant à modifier les présents Statuts (incluant un changement du Siège Social), doit être adoptée à la majorité des Associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social, sous réserve de toute stipulation contraire.

15.6 Une résolution visant à la dissolution de la Société ou à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs doit être adoptée selon les dispositions de la Loi Luxembourgeoise.

15.7 Une assemblée des Associés (une "Assemblée Générale") peut valablement débattre et prendre des décisions sans se conformer complètement ou en partie aux conditions et formalités de convocation si tous les Associés ont renoncé à ces conditions et formalités de convocation soit par écrit, soit lors de l'Assemblée Générale en question, en personne ou encore par l'intermédiaire d'un représentant dûment autorisé.

15.8 Un Associé peut être représenté à une Assemblée Générale en nommant par écrit (ou par fax, courriel ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'a pas besoin d'être un Associé.

15.9

15.9.1 Si à un instant donné il y a moins de vingt-cinq (25) Associés au sein de la Société, des Résolutions des Associés peuvent être adoptées par vote écrit des Associés plutôt que durant une Assemblée Générale, à condition que chaque Associé reçoive le libellé exact du texte des résolutions ou décisions à adopter et qu'il donne son vote par écrit.

15.9.2 La condition de majorité applicable à l'adoption de résolutions par l'Assemblée Générale s'applique mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites des Associés. Sauf dispositions contraires de la loi Luxembourgeoise, aucune condition de quorum ne doit être remplie pour l'adoption de résolutions écrites par les Associés. Les résolutions écrites des Associés sont réputées valablement adoptées immédiatement après la réception par la Société des copies originales (ou de copies envoyées par télécopieur ou en pièces-jointes de courriel) des votes des Associés sous réserve des conditions requises à l'Article 15.9.1 et aux dispositions ci-dessus de l'Article 15.9.2, et ce que tous les associés aient voté ou non.

## **16. Assemblée générale annuelle.**

16.1 Si la société compte plus de vingt-cinq (25) Associés, l'assemblée générale annuelle des Associés se réunit chaque année dans la ville de Munsbach, à l'endroit indiqué dans les convocations le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

16.2 Si la Société compte moins de vingt-cinq (25) Associés, l'assemblée générale annuelle des Associés peut se réunir dans la Ville de Luxembourg pas plus tard que le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

**17. Exercice social.** L'exercice social de la Société débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année (toutes dates incluses).

## **18. Distributions.**

18.1 Sur les bénéfices nets de la Société déterminés en conformité avec (a) Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent sont prélevés et affectés à la constitution d'une réserve légale conformément à la Loi de 1915. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social de la Société.

18.2 Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, la Société peut par une résolution des Associés déclarer des dividendes dans le respect des droits respectifs des Associés.

18.3 Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (le cas échéant) peut décider de payer des acomptes sur dividendes à/ aux Associé(s) avant la fin de l'exercice social si l'état comptable fait apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne dépassera pas, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, auxquels sont additionnés les bénéfices reportés et les réserves distribuables, et auxquels sont soustraites les pertes reportées et les sommes allouées à une réserve devant être constituée selon les dispositions de la Loi de 1915 ou des présents Statuts, et que (ii) de telles sommes ainsi distribuées ne correspondant pas aux bénéfices actuellement réalisés pourront être recouvrées auprès des Associés concernés.

**19. Dissolution et liquidation.** La liquidation de la Société sera décidée par l'Assemblée Générale en conformité avec les dispositions de la Loi Luxembourgeoise et l'Article 15 des présents Statuts. Si à cet instant la Société n'a qu'un Associé, cet Associé peut, selon son bon vouloir, décider de liquider la Société en assumant personnellement tous les actifs et passifs de la Société, connus ou inconnus,

## **20. Interprétation et loi luxembourgeoise.**

20.1 Dans les présents Statuts:

20.1.1 une référence à:

(a) un genre inclut chaque genre;

(b) (à moins que le contexte ne l'exige autrement) le singulier inclut le pluriel et vice versa;



(c) une "personne" inclut une référence à tout individu, société, compagnie ("corporation") ou toute autre personne morale, gouvernement, Etat ou agence d'Etat ou joint venture, association ou partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique séparée);

(d) une disposition législative inclut toutes les modifications ultérieures et toute les entrées en vigueur ultérieures (avec ou sans modifications).

20.1.2 les conjugaisons du verbe "inclure" et l'expression "y compris" sont réputées suivies des mots "sans limitation" et on ne saura attribuer à des mots au sens général une signification restrictive en invoquant leur proximité dans le texte avec des mots se rapportant à une classe particulière d'actions, sujets ou choses, ou par des exemples tombant dans le sens mots généraux.

20.1.3 Les titres des Articles de ces Statuts n'affectent pas leur interprétation et leur construction.

20.2 En complément des présents Statuts, la Société est également régie par toutes les dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.»

#### *Frais et dépenses*

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élèvent à environ mille six cents euros (1.600,-EUR).

Le notaire soussigné, qui parle et comprend la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire par son nom, prénom, statut civil et résidence, le mandataire de la partie comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Référence de publication: 2016110436/978.

(160082880) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mai 2016.

#### **EPI Highgate S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.411.700,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 119.061.

EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH

Gesellschaft mit beschränkter Haftung

Gesellschaftssitz: Oberursel (Taunus)

Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe: HR B 13073

Gesellschaftskapital: EUR 25.000,-

und

EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH

Gesellschaft mit beschränkter Haftung

Gesellschaftssitz: Oberursel (Taunus)

Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe: HR B 13074

Gesellschaftskapital: EUR 25.000,-

und

EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH

Gesellschaft mit beschränkter Haftung

Gesellschaftssitz: Oberursel (Taunus)

Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe: HR B 13078

Gesellschaftskapital: EUR 25.000,-

gemeinsam als

“Übertragende Gesellschaften”

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am vierten Tag des Monats Mai,

Vor mir, dem unterzeichnenden Notar Edouard Delosch, mit Amtssitz in Luxembourg, Luxembourg,

Ist erscheinen

Herr Yves BARTHELS, geschäftsansässig in L-2310 Luxembourg, 16, Avenue Pasteur,

mit der Erklärung, nachfolgend nicht im eigenen Namen zu handeln, sondern unter ausdrücklichem Ausschluss jeglicher persönlicher Haftung, für die

1. EPI Highgate S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in L-2310 Luxemburg, 16, Avenue Pasteur, eingetragen im Handelsregister (Registre de Commerce et des Sociétés) in Luxemburg unter der Nummer B 119061,

2. EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe unter der Nummer HR B 13073,

3. EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe unter der Nummer HR B 13074, und

4. EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe unter der Nummer HR B 13078,

und zwar aufgrund seiner Eigenschaft als Manager Klasse A der EPI Highgate S.à r.l. und als alleiniger Manager der EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH und der EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH.

Die Erschienene bat für die von ihr vertretenen Parteien um die Beurkundung nachstehender Erklärungen in deutscher Sprache, gefolgt von einer englischen Übersetzung. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text ist die deutsche Fassung maßgebend.

### GEMEINSAMER VERSCHMELZUNGSPLAN

in dem die EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH und EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH auf die EPI Highgate S.à.r.l. verschmolzen werden.

#### *Präambel*

A. Die EPI Highgate S.à.r.l., eine luxemburger Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, ist im Handelsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés) unter der Nummer B 119061 eingetragen (die „Übernehmende Gesellschaft“).

B. Die EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, ist im Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe unter der Nummer HR B 13073 eingetragen.

C. Die EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, ist im Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe unter der Nummer HR B 13074 eingetragen.

D. Die EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH, eine deutsche Gesellschaft mit beschränkter Haftung, ist im Handelsregister des Amtsgerichts Bad Homburg v. d. Höhe unter der Nummer HR B 13078 eingetragen.

E. Die EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, die EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH und die EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH (nachfolgend gemeinsam die „Übertragenden Gesellschaften“) beabsichtigen, ihre Vermögen jeweils im Wege der Verschmelzung auf die Übernehmende Gesellschaft zu übertragen. Die Übernehmende Gesellschaft beabsichtigt, das Vermögen der Übertragenden Gesellschaften jeweils im Wege der Verschmelzung aufzunehmen.

F. Die Übertragenden Gesellschaften haben jeweils ein voll eingezahltes Stammkapital in Höhe von EUR 25.000,-, bestehend jeweils aus einem Geschäftsanteil im Nennwert von EUR 25.000,-. Die jeweiligen Geschäftsanteile werden von der Übernehmenden Gesellschaft gehalten.

G. Dieser Verschmelzungsplan wurde von den Verwaltungs- und Vertretungsorganen der Übertragenden Gesellschaften und der Übernehmenden Gesellschaft entworfen.

H. Die Übertragenden Gesellschaften und die Übernehmende Gesellschaft werden nachfolgend auch als Verschmelzende Gesellschaften bezeichnet.

I. Die in Art. 267 Absatz 1 a), b) und d) des Luxemburger Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der aktuellen Fassung (nachfolgend Luxemburger Gesellschaftsgesetz) genannten Dokumente (Gemeinsamer Verschmelzungsplan, die Bilanzen der Übertragenden Gesellschaften zum 31. Dezember 2015 und die Bilanz der Übernehmenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2015) sowie der gemäß Art. 265 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes von den Vertretungsorganen der Verschmelzenden Gesellschaften erstellte Verschmelzungsbericht werden mindestens einen (1) Monat vor dem Zeitpunkt des Wirksamwerdens der Verschmelzung am Sitz der Verschmelzenden Gesellschaften zur Einsicht und Überprüfung seitens der Anteilsinhaber der Verschmelzenden Gesellschaften ausliegen. Die vorgenannten Dokumente entsprechen den Anforderungen der §§ 122c, 122e Umwandlungsgesetz (UmwG).

J. Gemäß Artikel 266 (5) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes und §§ 122f Abs. 1 Satz 1, 9 Abs. 2 UmwG besteht zwischen den Parteien Einigkeit darüber, dass weder eine Verschmelzungsprüfung noch ein Prüfungsbericht erforderlich sind.

#### **§ 1. Vermögensübertragung.**

1. Die Übertragenden Gesellschaften übertragen jeweils ihre Vermögen als Ganzes mit allen Rechten und Pflichten unter Auflösung ohne Abwicklung auf die Übernehmende Gesellschaft, und zwar im Wege der Verschmelzung durch Aufnahme.

2. Eine Gegenleistung für die Vermögensübertragung wird nicht gewährt.

**§ 2. Umtauschmodalitäten.** Da sich alle Anteile der Übertragenden Gesellschaften in der Hand der Übernehmenden Gesellschaft befinden, entfallen Angaben über den Umtausch der Anteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 2, 3 und 5 UmwG

und des Artikels 261 (2) (b) des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes. Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keine neuen Gesellschaftsanteile an der Übernehmenden Gesellschaft ausgegeben. Die Übernehmende Gesellschaft wird zur Durchführung der Verschmelzung ihr Kapital nicht erhöhen.

**§ 3. Folgen der Verschmelzung auf die Beschäftigung.** Die Verschmelzenden Gesellschaften beschäftigen keine Arbeitnehmer.

#### **§ 4. Schlussbilanz und Verschmelzungstichtag.**

1. Der Verschmelzung liegen die Bilanzen der Übertragenden Gesellschaften zum 31. Dezember 2015 und die Bilanz der Übernehmenden Gesellschaft zum 31. Dezember 2015 als Schlussbilanzen zugrunde.

2. Die Übertragung der Vermögen der Übertragenden Gesellschaften erfolgt im Innenverhältnis mit Wirkung zum 1. Januar 2016, 00.00 Uhr. Unter dem Gesichtspunkt der Rechnungslegung gelten von diesem Zeitpunkt an alle Handlungen der Übertragenden Gesellschaften als für Rechnung der Übernehmenden Gesellschaft vorgenommen (Verschmelzungstichtag). Gemäß Art. 273 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes wird die Verschmelzung Dritten gegenüber wirksam mit dem Datum der Veröffentlichung eines notariellen Zertifikats im Luxemburger Amtsblatt (Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations), vorausgesetzt dass dieser eine Bescheinigung darüber erhält, dass die Voraussetzungen für die Verschmelzung nach deutschem Recht vorliegen und die Bedingungen des Art. 271 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes und § 122k UmwG erfüllt sind.

#### **§ 5. Besondere Rechte und Vorteile.**

1. Besondere Rechte im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 7 UmwG bestehen bei den Übertragenden Gesellschaften nicht. Einzelnen Anteilseignern werden im Rahmen der Verschmelzung keine besonderen Rechte an der Übernehmenden Gesellschaft gewährt. Auf Ebene der Übernehmenden Gesellschaft gibt es weder Anteilseigner mit Sonderrechten noch Inhaber von Wertpapieren im Sinne des Artikels 261 (2) (f) des Luxemburger Gesellschaftsgesetz. Im Zusammenhang mit der Verschmelzung werden keinem Anteilseigner und keinem Mitglied des Vertretungs- oder Aufsichtsorgans der Übernehmenden Gesellschaft besondere Vorteile im Sinne des Artikels 261 (2) (g) des Luxemburger Gesellschaftsgesetz gewährt.

2. Ebenso werden niemandem besondere Vorteile im Sinne des § 122c Abs. 2 Nr. 8 UmwG gewährt.

**§ 6. Satzung der Übernehmenden Gesellschaft.** Die aktuelle Satzung der Übernehmenden Gesellschaft sowie eine Übersetzung sind dieser Urkunde als Anlage A beigelegt. Die aktuelle Satzung der Übernehmenden Gesellschaft wird im Zusammenhang mit dieser Verschmelzung nicht geändert. Sie gilt nach der Verschmelzung unverändert fort.

**§ 7. Angaben zur Bewertung des Aktiv- und Passivvermögens, das auf die Übernehmende Gesellschaft übertragen wird.** Die Übernehmende Gesellschaft wird die aufgrund der Verschmelzung auf sie übertragenen Vermögenswerte der Übertragenden Gesellschaften mit den in den (handelsrechtlichen) Schlussbilanzen der Übertragenden Gesellschaften verwendeten Buchwerten in ihrer Bilanz ansetzen.

#### **§ 8. Rechte der Gläubiger.**

1. Soweit die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaften nicht Befriedigung ihrer Forderungen verlangen können, ist ihnen nach Maßgabe des § 122j UmwG Sicherheit zu leisten. Dieses Recht steht den Gläubigern nur zu, wenn sie binnen zwei Monaten nach dem Tag, an dem der Verschmelzungsplan oder sein Entwurf bekannt gemacht worden sind, ihren Anspruch nach Grund und Höhe schriftlich anmelden und glaubhaft machen, dass durch die Verschmelzung die Erfüllung ihrer Forderungen gefährdet wird. Dieses Recht auf Sicherheitsleistung steht den Gläubigern nur im Hinblick auf solche Forderungen zu, die vor oder bis zu 15 Tage nach Bekanntmachung des Verschmelzungsplans oder seines Entwurfs im Handelsregister der Übertragenden Gesellschaften entstanden sind. Sofern die Gläubiger der Übertragenden Gesellschaften ihr Recht auf Sicherheitsleistung nach Maßgabe des § 122j Abs. 1 UmwG geltend machen, wird ihnen entsprechende Sicherheit geleistet. Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei den Übertragenden Gesellschaften, c/o btu beraterpartner GmbH Steuerberatungsgesellschaft, Feldbergstr. 27-29, 61440 Oberursel (Taunus), eingeholt werden.

2. Die Gläubiger der Übernehmenden Gesellschaft, deren Ansprüche vor der Veröffentlichung des beurkundeten Verschmelzungsplans im Amtsblatt von Luxemburg entstanden sind, können sich, ungeachtet etwaiger anderslautender Vereinbarungen, binnen zwei Monaten nach dem Tag der Veröffentlichung an den Vorsitzenden Richter der Wirtschaftskammer des Bezirksgerichts (Tribunal d' Arrondissement), das für den Bezirk, in dem sich der Sitzungssitz oder, bei Eilbedürftigkeit, zumindest der tatsächliche (Verwaltungs)Sitz der Übernehmenden Gesellschaft befindet, zuständig ist, wenden, um einen Antrag auf angemessene Sicherheitsleistung für ihre Forderungen, unabhängig von deren Fälligkeit, zu stellen, sofern die Verschmelzung eine derartige Sicherheitsleistung erforderlich macht. Der Vorsitzende Richter hat den Antrag zurückzuweisen, falls ein Gläubiger bereits über ausreichende Sicherheiten verfügt oder falls eine Sicherheitsleistung, im Hinblick auf das Vermögen der Übernehmenden Gesellschaft nach der Verschmelzung, nicht notwendig ist. Eine Zurückweisung des Antrags eines Gläubigers erfolgt auch dann, wenn die Übernehmende Gesellschaft die Forderungen des Gläubigers, auch wenn es sich um eine befristete Verbindlichkeit handelt, erfüllt. Wird von der Übernehmenden Gesellschaft eine erforderliche Sicherheitsleistung nicht fristgerecht erbracht, so wird die zugrunde liegende Forderung sofort (unverzüglich) fällig. Weitere Informationen über die Modalitäten der Ausübung der zuvor erwähnten Gläubigerrechte können kostenlos bei der Übernehmenden Gesellschaft, 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, eingeholt werden.

### § 9. Verschiedenes.

1. Firma, Rechtsform und Satzungssitz der Übernehmenden Gesellschaft werden aufgrund der Verschmelzung nicht geändert.
2. Die Übertragenden Gesellschaften haben kein Grundeigentum.
3. Dieser Verschmelzungsplan wird der Gesellschafterversammlung der Übernehmenden Gesellschaft zum Zwecke der Beschlussfassung über die Verschmelzung zugeleitet. Eine Zustimmung der Gesellschafter der Übertragenden Gesellschaften ist gemäß § 122g Abs. 2 UmwG und Art. 279 des Luxemburger Gesellschaftsgesetzes nicht erforderlich.
4. Die durch diesen Plan und seine Durchführung bei den Verschmelzenden Gesellschaften entstehenden Kosten trägt die Übernehmende Gesellschaft.
5. Die deutsche Fassung dieses Verschmelzungsplans ist verbindlich.

#### *Bescheinigung*

Der unterzeichnete Notar bescheinigt die Rechtmäßigkeit dieses Verschmelzungsplans gemäß Artikel 271 des luxemburgischen Gesetzes über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 in der geltenden Fassung.

Der unterzeichnete Notar, der die englische und die deutsche spricht und versteht, bescheinigt hiermit, dass auf Antrag der oben erwähnte und hier erschienene Person, die vorliegende Urkunde in Deutsch abgefasst wurde, welcher eine englische Übersetzung beiliegt. Auf Anfrage derselben erschienenen Person und im Falle der Abweichung zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist allein der deutsche Text dieser Urkunde maßgebend.

Worüber, die hier vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg am wie anfangs in diesem Dokument eingetragenen Tag aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument dem Vertreter der hier Erschienenen, der dem unterzeichneten Notar mit Name, Vorname, Personenstand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat der Vertreter der Erschienenen zusammen mit dem Notar die hier vorliegende Urkunde unterzeichnet.

#### **Follows the English translation of the text above**

In the year two-thousand and sixteen, on the fourth day of May,

Before me, the undersigning notary Edouard DELOSCH, whose office is located in Luxembourg, (Luxembourg),

There appeared:

Mr. Yves BARTHELIS, with business address at L-2310 Luxembourg, 16, Avenue Pasteur,  
according to her own declarations hereinafter acting not in her own name, but expressly excluding any personal liability, as authorized representative for

1. EPI Highgate S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (Société à responsabilité limitée), having its registered office at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 119061,

2. EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, a German company with limited liability (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) registered with the commercial register of the Local Court of Bad Homburg v. d. Höhe (Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg) under number HR B 13073,

3. EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH, a German company with limited liability (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) registered with the commercial register of the Local Court of Bad Homburg v. d. Höhe (Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg) under number HR B 13074, and

4. EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH, a German company with limited liability (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) registered with the commercial register of the Local Court of Bad Homburg v. d. Höhe (Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg) under number HR B 13078,

Acting in his capacity as manager class A of EPI Highgate S.à r.l. and in his capacity of sole manager of EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH and EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH.

The appearing person has requested the undersigned notary to record the following in German language, followed by an English translation. In case of discrepancies between the German and the English text, the German version will prevail.

#### COMMON MERGER PLAN

in which EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH and EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH shall be merged into EPI Highgate S.à r.l.

#### *Preamble*

A. EPI Highgate S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, is registered with the Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) of Luxembourg under number B 119061 (the "Acquiring Company").

B. EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, a German company with limited liability, is registered with the Commercial Register of the Local Court of Bad Homburg v. d. Höhe under HR B 13073.

C. EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH, a German company with limited liability, is registered with the Commercial Register of the Local Court of Bad Homburg v. d. Höhe under HR B 13074.

D. EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH, a German company with limited liability, is registered with the Commercial Register of the Local Court of Bad Homburg v. d. Höhe under HR B 13078.

E. EPI Highgate 1 Beteiligung GmbH, EPI Highgate 2 Beteiligung GmbH and EPI Highgate 3 Beteiligung GmbH (hereinafter collectively referred to as the “Transferring Companies”) intend each to transfer their assets to the Acquiring Company by way of a merger. The Acquiring Company intends to acquire the assets of each of the Transferring Companies by way of merger.

F. The issued capital of the Transferring Companies, amounting each to twenty-five thousand Euros (EUR 25,000.-) has been fully paid-up. The issued capital is in each case divided into one (1) share with a par value of twenty-five thousand Euros (EUR 25,000.-). This shares are held by the Acquiring Company.

G. This merger plan has been drawn up by the administrative and representative bodies of the Transferring Companies and the Acquiring Company.

H. The Transferring Companies and the Acquiring Company hereinafter also shall be referred to as the Merging Companies.

I. The documentation mentioned in article 267 paragraph 1, a), b) and d) of the Luxembourg act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the Luxembourg Companies Act) (i.e. the Common Merger Plan, the approved accounts of the Transferring Companies as at 31<sup>st</sup> December 2015, the approved accounts of the Acquiring Company as at 31<sup>st</sup> December 2015), together with the reports issued by the administrative and representative bodies of the Merging Companies pursuant to article 265 of the Luxembourg Companies Act will be available at the registered office of the Merging Companies at least one (1) month before the effective date of the Merger for acknowledgment and review by the shareholders of the Merging Companies. The above-listed documents comply with the requirements of Section 122c , 122e of the German Transformation Act (Umwandlungsgesetz, UmwG).

J. Pursuant to article 266 (5) of the Luxembourg Companies Act and the first sentence of Section 122f Para. 1, 9 Para. 2 UmwG, the Shareholders of the Merging Companies agreed that neither an examination of the Common Merger Plan by independent experts nor an expert report shall be required.

#### **§ 1. Transfer of assets and liabilities.**

1. The Transferring Companies shall transfer their entire assets and liabilities as a whole, including any rights and obligations by means of dissolution without liquidation to the Acquiring Company by way of universal succession, namely in the course of the merger by means of acquisition (fusion par absorption).

2. No compensation is paid for the transfer of the assets.

**§ 2. Exchange Ratio.** As the Acquiring Company is the sole shareholder of each of the Transferring Companies, the indication of an exchange ratio within the meaning of Section 122c Para 2 no. 2, 3 and 5 UmwG and article 261 (2) (b) of the Luxembourg Companies Act is not required. No new shares of the Acquiring Company shall be issued in the context of the merger. The Acquiring Company will not carry out a capital increase for the purposes of the merger.

**§ 3. Repercussions of the Merger on the Employment.** The Merging Companies do not have any employees.

#### **§ 4. Closing Balance and Effective Date of the Merger.**

1. For this merger the accounts of the Transferring Companies as per 31<sup>st</sup> December 2015 and the accounts of the Acquiring Company as at 31<sup>st</sup> December 2015 will be used as closing balances.

2. The transfer of the assets of the Transferring Companies shall be effected internally as at 1<sup>st</sup> January 2016, 00.00 a.m.. For accounting purposes, from this moment on, all transactions made by the Transferring Companies shall be deemed to be made for the account of the Acquiring Company (Merger Effective Date). Pursuant to article 273 of the Luxembourg Companies Act, the Merger will become effective towards third parties from the date of publication in the Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations of a certificate issued by a Luxembourg Notary, provided that the latter received evidence of completion of the Merger process and effectiveness of the Merger pursuant to the German legal dispositions in accordance with article 271 of the Luxembourg Companies Act and Section 122k UmwG.

#### **§ 5. Special Rights and Advantages.**

1. Special rights within the meaning of Section 122c Para 2 no. 7 UmwG do not exist at the Transferring Companies. Shareholders having special rights and holders of securities other than shares within the meaning of article 261 (2) (f) of the Luxembourg Companies Act do not exist at the level of the Acquiring Company. No shareholder or member of the administrative, management, supervisory or control bodies of the Acquiring Company is granted any special advantage in connection with the merger within the meaning of article 261 (2) (g) of the Luxembourg Companies Act.

2. Likewise, no one is granted a special advantage within the meaning of Section 122c Para 2 no. 8 UmwG.

**§ 6. Articles of association of the Acquiring Company.** The updated articles of association of the Acquiring Company and a translation thereof are attached to this plan as Annex A. The updated Articles of Association of the Acquiring Company will not be amended upon the merger. They will continue to have unaltered legal effect after the merger.



**§ 7. Information regarding the evaluation of the assets and liabilities that are being transferred to the Acquiring Company.** The Acquiring Company will record the assets of the Transferring Companies, that shall be transferred in the course of the merger, in its accounts with the book values used in the (German commercial law) final accounts of the Transferring Companies.

**§ 8. Creditors' rights.**

1. As far as the creditors of the Transferring Companies cannot demand fulfilment of their claims, they are entitled to a security pursuant to Section 122j Para. 1 UmwG. The creditors only have such right if they file their claims in writing within two months after the day of publication of the merger plan or its draft and have provided evidence that as a consequence of the merger the enforcement of their claims are jeopardised. This right to security for the creditors exists only for such claims which existed prior to or come into existence until 15 days after the publication of the merger plan or its draft in the commercial register of the Transferring Companies. To the extent the creditors of the Transferring Companies file their right to security in accordance with Section 122j Para. 1 UmwG, the corresponding security will be granted. Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at c/o btu Beraterpartner GmbH Steuerberatungsgesellschaft, Feldbergstr. 27-29, 61440 Oberursel (Taunus) from the Transferring Companies.

2. The creditors of the Acquiring Company whose claims pre-date the date of publication of the deeds recording the merger in the Luxembourg Official Gazette may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the chamber of the District Court (Tribunal d'Arrondissement) dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the Acquiring Company is located and sitting as in urgency matters, to obtain adequate safeguard of collateral for any matured or unmatured debts, where the merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the merger. The Acquiring Company may cause the application to be turned down by paying the creditor, even if it is a term debt. If the safeguards are not provided within the time limit prescribed, the debt shall immediately fall due. Additional information on the exercise of the above rights can be obtained free of charge at 16, Avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, from the Acquiring Company.

**§ 9. Miscellaneous.**

1. The name, corporate form and registered office of the Acquiring Company will not be changed as a result of the merger.

2. The Transferring Companies have no real property.

3. This merger plan shall be submitted to the general meeting of the shareholders of the Acquiring Company for approval. The approval of the shareholders meeting of the Transferring Companies is not required pursuant to Section 122g Para 2 UmwG and article 279 of the Luxembourg Companies Act.

4. Any costs of the Merging Companies caused by this plan and its execution shall be borne by the Acquiring Company.

5. The German version of this merger plan shall be binding.

*Statement*

The undersigned notary certifies the legality of the present cross border merger in accordance with article 271 of the Luxembourg law on commercial companies dated August 10, 1915, as amended from time to time.

The undersigned notary, who understands and speaks German and English, states herewith that on request of the appearing person, the present deed is worded in German, followed by an English version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the German version shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the undersigned notary by name, surname, civil status and residence, the said appearing person signed together with the undersigned.

**SATZUNG DER ÜBERNEHMENDEN GESELLSCHAFT (ANLAGE A):**

**Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a «société à responsabilité limitée», limited liability partnership company, governed by the present articles of incorporation and by current Luxembourg laws, especially the laws of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, of September 18<sup>th</sup>, 1933 on «société à responsabilité limitée», as amended, and more particularly the law of December 28<sup>th</sup>, 1992 about unipersonal companies.

At any moment, the sole partner may join with one or more joint partners and, in the same way, the following partners may adopt the appropriate measures to restore the unipersonal character of the Company. As long as the Company remains with one sole partner, he exercises the powers devolved to the General Meeting of partners.

**Art. 2.** The Company is incorporated under the name of EPI Highgate S.à r.l.

**Art. 3.** The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, un-



derwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way and namely to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Act of July 31<sup>st</sup>, 1929 on holding Companies.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of the Company's purpose.

**Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its partners deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

**Art. 5.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any partner.

**Art. 7.** The creditors, representatives, parties entitled or heirs of any partner are neither allowed, under any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. Such parties must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

#### Capital - Units

**Art. 8.** The Company's capital is set at EUR 1,411,700.- (one million four hundred eleven thousand seven hundred euros) represented by 56,468 (fifty six thousand four hundred and sixty eight) shares, with a par value of EUR 25.- (twenty-five euros) each.

**Art. 9.** Each unit confers an identical voting right at the time of decisions taking.

**Art. 10.** The units may only be transferred, as applicable on a valuation day (hereafter referred to as «Valuation Day» and being, for the purposes of this clause, the last day that banks are open for business in London of each calendar month), provided that, for the avoidance of doubt, the entering into by the partners of an agreement on a date other than a Valuation Day providing for such transfer to occur on a Valuation Day shall not be in breach of such restriction and provided further that (a) such restriction shall not apply where the Company holds less than four real estate assets directly or indirectly and (b) such restriction shall not apply to any transfer resulting from the enforcement of security by a creditor of the Company or a creditor of the partner in the Company. The Company shall determine and notify to the partner of its equity gains (Aktiengewinn) on any Valuation Day.

Only partners that are institutional investors (being investors that are not natural persons) shall be allowed to invest, hold or be the beneficial owner of a unit in the Company.

Partnerships shall not be allowed to invest, hold or be the beneficial owner of a unit in the Company, unless the Company confirms in writing that it does not object to such participation of a partnership.

There shall be no more than 30 institutional investors (being investors that are not natural persons) investing, holding or being the beneficial owner of a unit in the Company at any one time.

Units may not be transferred inter vivos to non-partners unless partners representing at least three-quarters of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the co-ordinate law on trading companies.

The units are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

#### Management

**Art. 11.** The Company is managed by at least three managers, appointed by the partners with or without limitation of their period of office. The managers will constitute a board of managers which will be constituted by one manager of category A (the "A Manager") and two or more managers of category B (the "B Managers") ("the A Manager and the B Managers are collectively referred to herein as "Managers"). The Managers need not be partners. The Managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of partners holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles to the general meeting of partners fall within the competence of the Managers, or in case of plurality of Managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its A Manager or by the joint signature of any two B Managers.

The Managers may sub-delegate their powers for specific tasks to one several ad hoc agents. The Managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. The boards of managers will be validly held provided that the majority of Managers be present.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the Managers present or represented.

The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 12.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a proxy-holder he is only responsible for the execution of his mandate.

**Art. 13.** Managers' decisions are taken by meeting of the board of managers. Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the manager's meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopy, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

#### **Partners' decisions**

**Art. 14.** Partners' decisions are taken by partners' meetings. However the holding of meetings is not compulsory as long as the partners' number is less than twenty-five.

In such case the management can decide that each partner shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopy.

**Art. 15.** Resolutions are validly adopted when taken by partners representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the partners are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting partners whatever majority of capital be represented.

However, decisions concerning an amendment to the articles of association must be taken by a majority vote of partners representing the three-quarters of the capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

A sole partner exercises alone the powers devolved to the meeting of partners by the dispositions of Section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on société à responsabilité limitée.

As a consequence thereof, all decisions which exceed the powers of the managers are taken by the sole partner.

#### **Financial year - Balance sheet**

**Art. 16.** The Company's financial year begins on January 1<sup>st</sup> and closes on December 31<sup>st</sup>.

**Art. 17.** Each year, as of the 31<sup>st</sup> of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the manager(s) to the company.

At the same time the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of partners together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each partner may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the partners, which may be distributed to the partners pro-rata (in accordance with their respective participations in the share capital of the Company) unless otherwise provided in an agreement among the partners to be entered into from time to time.

However, the partners may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

The partners may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 20.** The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the partners proportionally to their participation in the corporate capital of the Company.

**Art. 21.** For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the partners refer to the existing laws.

### **Traduction française du texte qui précède:**

#### **Nom - Siège social - Objet - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telles que modifiées, et plus particulièrement la loi du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles.

A tout moment, l'associé unique peut s'adjoindre un ou plusieurs coassociés et, de même, les futurs associés peuvent prendre les mesures appropriées tendant à rétablir le caractère unipersonnel de la Société. Aussi longtemps que la Société demeure avec un seul associé, ce dernier exerce les pouvoirs attribués à l'Assemblée Générale des associés.

**Art. 2.** La Société prend la dénomination de EPI Highgate S.à r.l.

**Art. 3.** La Société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur; l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par voie de décision prise par une assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des Statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

L'adresse du siège social pourra être transférée à l'intérieur de la commune par décision du conseil de gérance.

La Société pourra avoir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

Au cas où la gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à interférer dans les activités normales de la Société au siège social, ou dans la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes situées à l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être provisoirement transféré à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert du siège social, restera une société de droit luxembourgeois. De telles mesures provisoires seront prises et notifiées à toute personne intéressée par la gérance de la Société.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, la suspension des droits civils, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers de tout associé ne pourront, en aucune circonstance, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes d'administration de la Société. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

### Capital Parts sociales

**Art. 8.** Le capital social est fixé à EUR 1.411.700,- (un million quatre cent onze mille sept cents euros) représenté par 56.468 (cinquante six mille quatre cent soixante huit) parts sociales d'une valeur de EUR 25,- (vingt-cinq euros) chacune.

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique lors des prises de décisions.

**Art. 10.** Les parts sociales ne sont cessibles par le(s) associé(s) que chaque date d'évaluation (ci-après la «Date d'Evaluation») et étant, pour les besoins de cette clause, le dernier jour ouvrable pour les banques à Londres de chaque mois (calendrier), pourvu que l'entrée par le(s) associé(s) dans un contrat de cession de parts sociales à une date autre que la Date d'Evaluation prévoyant une cession de parts sociales à une Date d'Evaluation ne constitue pas un non-respect des présentes restrictions, et pourvu que (a) de telles restrictions ne soient pas applicables dans le cas où la Société détient moins de quatre actifs immobiliers directement ou indirectement, et (b) de telles restrictions ne soient pas applicables à une cession résultant d'un recouvrement d'une sûreté par un créancier de la Société ou un créancier de(s) associés de la Société. La Société devra déterminer et communiquer à l'associé ses profits (Aktiengewinn) à chaque Date d'Evaluation.

Seuls des investisseurs institutionnels (étant des investisseurs autres que des personnes physiques) sont permis d'investir, détenir ou être bénéficiaires économiques d'une part sociale de la Société.

Des sociétés en commandite ne sont pas permises d'investir, détenir ou être bénéficiaires économiques d'une part sociale de la Société, sauf si la Société confirme par écrit qu'elle n'a aucune objection à une telle participation par une société en commandite.

A tout moment, il ne peut y avoir plus de 30 investisseurs institutionnels (étant des investisseurs autres que des personnes physiques), investissant, détenant ou étant bénéficiaires économiques d'une part sociale de la Société.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est référé aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

### Gérance

**Art. 11.** La Société est administrée par au moins trois gérants, nommés par les associés avec ou sans limitation de la durée de leur mandat. Les gérants constituent un conseil de gérance formé d'un gérant de catégorie A («Gérant A») et au moins deux gérants de catégorie B («Gérants B») (Le Gérant A et les Gérants B sont ci-après désignés en tant que «Gérants»). Les Gérants ne sont pas obligatoirement associés. Les Gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, les Gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer en toutes circonstances et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la loi ou les présents statuts sont de la compétence du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature de son Gérant A ou par la signature conjointe de deux Gérants B.

Le conseil de gérance, peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si la majorité des Gérants sont présents.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des Gérants présents ou représentés.

Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 13.** Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance. Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie de circulaire, transmises par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales. Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire tant que le nombre d'associés est inférieur à vingt-cinq.

Dans ce cas, la gérance peut décider que chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées par écrit, transmise par courrier ordinaire, électronique ou télécopie.

**Art. 15.** Les résolutions sont valablement adoptées pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les associés sont immédiatement convoqués par lettre recommandée à une seconde assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, Les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représentée.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

#### **Exercice social - Comptes annuels**

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier jour de janvier et se termine le dernier jour de décembre.

**Art. 17.** Chaque année avec effet au 31 décembre, la gérance établit le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, et le compte des profits et pertes ainsi qu'une annexe contenant en résumé tous ses engagements ainsi que les dettes des gérants et associés envers la Société.

Au même moment la gérance préparera un compte des profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire, du bilan et du compte des profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte des profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés au pro rata de leur participation respective au capital de la Société à moins qu'un accord entre les associés n'en dispose autrement.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par les gérants duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

#### **Dissolution - Liquidation**

**Art. 20.** La liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales; désignés par l'assemblée générale des associés qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés proportionnellement à leur participation dans le capital social de la Société.

**Art. 21.** Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

#### **Une traduction libre des statuts en allemands suit: Firma - Sitz - Unternehmensgegenstand - Dauer**

**Art. 1.** Hiermit wird eine «societe a responsabilite limitee», eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet, die von dieser Gesellschaftssatzung und von den geltenden gesetzlichen Vorschriften von Luxemburg, insbesondere von den Gesetzen vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, vom 18. September 1933 über «societes a responsabilite limitee» in ihrer jeweiligen Fassung und insbesondere vom Gesetz vom 28. Dezember 1992 über Einpersonengesellschaften geregelt wird.

Der alleinige Gesellschafter darf sich jederzeit mit einem oder mehreren Gesellschaftern zusammenschließen, und in gleicher Weise dürfen die nachfolgenden Gesellschafter geeignete Maßnahmen ergreifen, um den Charakter der Gesell-



schaft als Einpersonengesellschaft wieder herzustellen. Solange das Unternehmen über nur einen Gesellschafter verfügt, nimmt dieser die der Gesellschafterversammlung übertragenen Befugnisse wahr.

**Art. 2.** Die Gesellschaft wird mit der Firma EPI Highgate S.a.r.l. gegründet.

**Art. 3.** Der Unternehmensgegenstand ist die Übernahme von Beteiligungen jeder Art an gewerblichen, industriellen, finanziellen oder sonstigen luxemburgischen oder ausländischen Unternehmen; der Erwerb von Sicherheiten und Rechten durch Beteiligungen, Einlagen, Risikoübernahmen, Festkäufen oder Optionen, Verhandlungen oder in sonstiger Weise sowie der Erwerb von Patenten und Lizenzen, deren Verwaltung und Entwicklung; die Gewährleistung von Unterstützung, die Vergabe von Darlehen und Vorschüssen, die Leistung von Bürgschaften gegenüber Unternehmen, an denen die Gesellschaft beteiligt ist, und schließlich die Vornahme von Handlungen, die unmittelbar oder mittelbar mit ihrem Unternehmensgegenstand in Zusammenhang stehen, ohne jedoch Vorteile aus dem Gesetz über Holdinggesellschaften vom 31. Juli 1929 zu ziehen.

Die Gesellschaft ist berechtigt, alle gewerblichen, technischen und finanziellen Tätigkeiten auszuführen, die unmittelbar oder mittelbar mit den oben beschriebenen Bereichen in Zusammenhang stehen, um die Erreichung des Unternehmensgegenstandes zu fördern.

**Art. 4.** Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Er kann mit Beschluss der außerordentlichen Gesellschafterversammlung, der in der für Änderungen der Satzung vorgesehenen Form zu fassen ist, an jeden anderen Standort innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Die Adresse des Sitzes kann durch Beschluss der Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft ist berechtigt, Unternehmenssitze und Zweigniederlassungen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland zu errichten.

Für den Fall, dass die Geschäftsführung bestimmen sollte, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder bevorstehen, die die normale Tätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen dem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen würden, kann der Sitz vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die ungewöhnlichen Umstände vollständig entfallen sind; Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung ihre Sitzes ein luxemburgisches Unternehmen bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden von der Geschäftsführung der Gesellschaft getroffen und den betroffenen Parteien mitgeteilt.

**Art. 5.** Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

**Art. 6.** Die Gesellschaft endet nicht durch Tod, Außerkräftsetzung von Bürgerrechten, Insolvenz oder Insolvenz eines Gesellschafters.

**Art. 7.** Den Gläubigern, Vertretern, berechtigten Parteien oder Erben der Gesellschafter ist es unter keinen Umständen gestattet, weder die Versiegelung des Vermögens und der Unterlagen der Gesellschaft zu fordern, noch in sonstiger Weise in die Geschäftsführung der Gesellschaft einzugreifen. Diese Parteien müssen sich zur Ausübung ihrer Rechte auf Jahresabschlüsse oder Sitzungsbeschlüsse beziehen.

### **Kapital - Stammanteile**

**Art. 8.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt 1.411.700,00 EUR.-(eine Million vierhundertelftausendsiebenhundert Euro), aufgeteilt in 56.468 (sechshundfünzigtausendvierhundertachtundsechzig) Stammanteile mit einem Nennbetrag von je 25,00 EUR (fünfundzwanzig Euro).

**Art. 9.** Jeder Stammanteil gewährt zum Zeitpunkt der Beschlussfassung ein gleiches Stimmrecht.

**Art. 10.** Die Geschäftsanteile dürfen nur am Bewertungstag (im Nachhinein „Bewertungstag“, der im Sinne dieses Artikels der letzte Tag ist, an dem in jedem Kalendermonat Banken in London für den Geschäftsverkehr geöffnet sind) gültig übertragen werden, vorausgesetzt dass, um Missverständnisse auszuschließen, der Eintritt von Vertragspartnern an einem anderen Tag als dem Bewertungstag, der die Übertragung am Bewertungstag vorsieht, nicht unter Verstoß gegen diese Beschränkung erfolgt. Darüber hinaus findet diese Beschränkung keine Anwendung auf Übertragungen, sofern (a) die Gesellschaft unmittelbar oder mittelbar über weniger als vier Immobilienanlagen verfügt und (b) die Übertragung auf der Zwangsvollstreckung in Sicherheiten durch einen Gläubiger der Gesellschaft oder durch einen Gläubiger eines Gesellschafters des Unternehmens beruht.

Die Gesellschaft stellt ihre Anteilsgewinne an jedem Bewertungstag fest und teilt sie den Gesellschaftern mit.

Nur Gesellschaftern, bei denen es sich um institutionelle Anleger handelt (Anleger, die keine natürlichen Personen sind) ist es gestattet, zu investieren, Stammanteile an der Gesellschaft zu halten oder ihre wirtschaftlichen Begünstigten zu sein.

Personengesellschaften ist es nicht gestattet, zu investieren, Stammanteile an der Gesellschaft zu halten oder ihre wirtschaftlichen Begünstigten zu sein, solange die Gesellschaft nicht schriftlich bestätigt, dass sie der Beteiligung einer Personengesellschaft nicht widerspricht.

Zu keiner Zeit sind mehr als 30 institutionelle Anleger (Anleger, die keine natürlichen Personen sind), die investieren, Stammanteile an der Gesellschaft halten oder ihre wirtschaftlichen Begünstigten sind, zulässig.

Die Stammanteile dürfen unter Lebenden nicht an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, es sei denn, Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Stammkapitals vertreten, haben hierzu in der Gesellschafterversammlung ihre Zustimmung erteilt.

Im Übrigen wird auf die Bestimmungen in den Artikeln 189 und 190 des Gesetzes über Handelsgesellschaften verwiesen.

Die Stammanteile sind im Hinblick auf die Gesellschaft nicht teilbar, die nur einen Eigentümer für jeden von ihnen zulässt.

### Geschäftsführung

**Art. 11.** Die Gesellschaft wird von mindestens drei Geschäftsführern geführt, die von den Gesellschaftern mit oder ohne Begrenzung der Amtszeit bestellt werden. Die Geschäftsführer richten die Geschäftsführung ein, die aus einem Geschäftsführer der Kategorie A (der „A-Geschäftsführer“) und zwei oder mehreren Geschäftsführern der Kategorie B (die „B-Geschäftsführer“) besteht (Der A- und die B-Geschäftsführer werden gemeinsam als die „Geschäftsführer“) bezeichnet. Die Geschäftsführer brauchen nicht Gesellschafter zu sein. Die Geschäftsführer können jederzeit mit oder ohne Angabe eines Grundes durch Gesellschafterbeschluss mit Stimmenmehrheit ihres Amtes enthoben werden.

Beim Umgang mit Dritten verfügen die Geschäftsführer über sämtliche Befugnisse, in jeder Hinsicht im Namen der Gesellschaft zu handeln und sämtliche Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Unternehmensgegenstand vereinbar sind, durchzuführen und zu genehmen, sofern den Bedingungen dieses Absatzes entsprochen wird.

Sämtliche, der Gesellschafterversammlung nicht ausdrücklich gesetzlich oder von dieser Satzung vorbehaltenen Befugnisse unterliegen der Zuständigkeit der Geschäftsführer oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Geschäftsführung.

Die Gesellschaft wird durch die alleinige Unterschrift ihres A-Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift ihre beiden B-Geschäftsführer verpflichtet.

Die Geschäftsführer können ihre Befugnisse für bestimmte Aufgaben auf speziell einen oder mehrere Bevollmächtigte übertragen. Die Geschäftsführer legen die Aufgaben und die Vergütung des Bevollmächtigten (sofern einschlägig), die Dauer der Vertretung sowie alle einschlägigen Voraussetzungen seiner Bevollmächtigung fest.

Die Geschäftsführung ist beschlussfähig, sofern die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend ist.

In diesem Fall werden die Beschlüsse der Geschäftsführung von der Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Die Befugnisse und die Vergütung eines jeden Geschäftsführers, der möglicherweise zu einem späteren Zeitpunkt zusätzlich oder an Stelle des ersten Geschäftsführers bestellt wird, werden in der Ernennungsurkunde festgelegt.

**Art. 12.** Keiner der Geschäftsführer übernimmt im Rahmen seiner Funktion persönliche Verpflichtung im Zusammenhang mit von ihm im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verbindlichkeiten; Als Bevollmächtigter ist er ausschließlich für die Ausführung des Mandats verantwortlich.

**Art. 13.** Die Entscheidungen der Geschäftsführer werden in der Sitzung der Geschäftsführer getroffen. Jeder Geschäftsführer darf in einer Sitzung der Geschäftsführer durch Bestellung eines anderen Geschäftsführers zu seinem Vertreter, die schriftlich oder per Fax, Kabel, Telegramm oder Telex zu erfolgen hat, auftreten.

Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterzeichnet werden, haben dieselbe Wirkung wie Beschlüsse, die während der Sitzung der Geschäftsführer gefasst werden.

In diesem Fall sind Beschlüsse und Entscheidungen ausdrücklich zu treffen und entweder schriftlich per Rundschreiben auszufertigen, mit normaler Post, per E-Mail, Fax oder Telefon, Telefonkonferenz oder über sonstige Telekommunikationsmedien zu übermitteln.

### Gesellschafterbeschlüsse

**Art. 14.** Gesellschafterbeschlüsse werden in den Gesellschafterversammlungen gefasst. Die Durchführung von Versammlungen ist nicht zwingend, solange die Anzahl der Gesellschafter unter fünfundzwanzig liegt.

In diesem Fall kann die Geschäftsführung entscheiden, dass jeder Gesellschafter den vollständigen Wortlaut eines jeden zu treffenden Beschlusses oder einer jeden zu treffenden Entscheidung enthält, die ausdrücklich schriftlich zu verfassen und mit normaler Post, E-Mail oder Fax zu übermitteln sind.

**Art. 15.** Beschlüsse gelten als ordnungsgemäß zustande gekommen, sofern sie von Gesellschaftern, die mehr als die Hälfte des Stammkapitals vertreten, gefasst werden.

Wird dieses Quorum in der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter mittels Einschreiben unverzüglich zu einer zweiten Gesellschafterversammlung einberufen.

Während der zweiten Versammlung werden die Beschlüsse unabhängig von der Mehrheit des vertretenen Kapitals mit der Mehrheit der stimmberechtigten Gesellschafter gefasst.

Beschlüsse über eine Satzungsänderung müssen jedoch von der Mehrheit der stimmberechtigten Gesellschafter, die drei Viertel des Stammkapitals vertreten, gefasst werden.

Jede Gesellschafterversammlung ist in Luxemburg oder an einem anderen Ort, den die Geschäftsführer im jeweiligen Fall festlegen, abzuhalten.

Ein Alleingesellschafter übt die der Gesellschafterversammlung von den Bestimmungen in Abschnitt XII des Gesetzes über Gesellschaften mit beschränkter Haftung vom 10. August 1915 übertragenen Befugnisse allein aus.

Folglich werden sämtliche Beschlüsse, die die Befugnisse der Geschäftsführer übersteigen, vom Alleingesellschafter getroffen.

### **Geschäftsjahr - Bilanz**

**Art. 16.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

**Art. 17.** Jedes Jahr zum 31. Dezember erstellt die Geschäftsführung eine Bilanz, die eine Vermögensaufstellung der Gesellschaft zusammen mit den Forderungen und Verbindlichkeiten enthält und über einen Anhang mit einer Zusammenfassung aller Verpflichtungen und Forderungen des/r Geschäftsführer(s) gegenüber der Gesellschaft verfügt.

Gleichzeitig erstellt die Geschäftsführung eine Gewinn- und Verlustrechnung, die der Gesellschafterversammlung zusammen mit der Bilanz übermittelt wird.

**Art. 18.** Jeder Gesellschafter hat das Recht, am Gesellschaftssitz den Bestand, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung zu überprüfen.

**Art. 19.** Der Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung bildet nach Abzug der Auslagen, Kosten, Abschreibungen, Aufwendungen und Rückstellungen den Nettogewinn der Gesellschaft.

Jedes Jahr werden fünf Prozent des Nettogewinns als gesetzliche Rücklage zurückgestellt.

Die Zurückstellung ist dann nicht mehr obligatorisch, wenn sich die gesetzliche Rücklage auf ein Zehntel des ausgegebenen Kapitals beläuft. Sie ist jedoch bis zur vollständigen Bildung des Rücklagenfonds wieder aufzunehmen, sofern er irgendwann und aus welchen Gründen auch immer angegriffen wurde.

Der Restbetrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung, der unter ihnen anteilig (im Verhältnis zu ihren jeweiligen Beteiligungen am Stammkapital der Gesellschaft) verteilt werden kann, es sei denn, aus einem u.U. vereinbarten Gesellschaftervertrag geht etwas anderes hervor.

Die Gesellschafter können jedoch mit der gesetzlich vorgesehenen Stimmenmehrheit beschließen, dass der Gewinn nach Abzug der Rücklage entweder vorgetragen oder einer außerordentlichen Rücklage zugeführt wird.

Die Gesellschafter können die Vorauszahlung der Gewinnausschüttung auf der Grundlage eines von den Geschäftsführern vorbereiteten Kontoauszuges beschließen, sofern ausreichende Mittel zur Ausschüttung zur Verfügung stehen. Es versteht sich, dass der auszuschüttende Betrag nicht die seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erwirtschafteten Gewinne, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttungsfähigen Rücklagen, verringert um vorgetragene Verluste und Beträge, die der gesetzlichen oder satzungsmäßigen Rücklage zugeführt werden, überschreiten darf.

### **Abwicklung - Liquidation**

**Art. 20.** Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, natürliche oder juristische Personen, die von der Gesellschafterversammlung bestellt werden und die ihre Befugnisse und die Vergütung festlegt.

Ist die Liquidation der Gesellschaft beendet, werden die Vermögenswerte der Gesellschaft den Gesellschaftern anteilig im Verhältnis ihrer Beteiligung am Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen.

**Art. 21.** Im Hinblick auf alle Angelegenheiten, die in dieser Gesellschaftssatzung nicht geregelt werden, beziehen sich die Gesellschafter auf die geltenden Gesetze.

Gezeichnet: Y. BARTHELS, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 mai 2016. Relation: 1/LAC/2016/14998. Reçu douze (12.-) euros.

*Le Receveur* (signé): P.MOLLING.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Luxemburg, den 13. Mai 2016.

Référence de publication: 2016109294/732.

(160081498) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2016.

---

### **M&G Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 13.690,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37/a, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 201.467.

En vertu d'un contrat de cession de parts sociales passé le 11 mars 2016 entre M&G Finanziaria S.p.A., l'actuel associé unique de la Société (l'Associé Unique), et M&G Capital Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 37/a, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 202.549, l'Associé Unique a cédé l'intégralité des parts sociales détenues dans le capital social de la Société M&G Capital Investments S.à r.l.

En conséquence, à compter du 11 mars 2016, M&G Capital Investments S.à r.l. est l'associé unique de la Société.  
Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M&G Capital S.à r.l.  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2016079560/18.

(160045489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**57 Whitehall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 24.800,00.**

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 204.489.

In the year two thousand sixteen, on the first day of March.

Before Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED

57 WHITEHALL HOLDINGS S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 560A, rue de Neudorf, 2220 Luxembourg hereby represented by Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Redange-sur-Attert by virtue of a power of attorney given privately to her.

The said proxy form, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "57 WHITEHALL S.à r.l." a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 560A, rue de Neudorf, 2220 Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated 25 February 2016, and whose articles of incorporation (the "Articles" as they will be amended further to the resolutions below) are not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Company").

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder decides to increase the share capital of the Company by an amount of twelve thousand four hundred British Pounds (GBP 12,400.-) so as to bring it from its current amount of twelve thousand four hundred British Pounds (GBP 12,400.-) to twenty-four thousand eight hundred British Pounds (GBP 24,800.-) by creating and issuing twelve thousand four hundred (12,400) new shares with a nominal value of one British Pound (GBP 1.-) each (the "New Shares"), each of such New Shares having such rights and obligations as set forth in the Articles and being issued with a total share premium of ninety-six million six hundred and ninety-six thousand and eight British Pounds and eight pence (GBP 96,696,008.08).

Such New Shares are hereby being paid up by a contribution in kind consisting in an unquestionable receivable that the Sole Shareholder has toward the Company in an amount of ninety-six million seven hundred and eight thousand four hundred and eight British Pounds and eight pence (GBP 96,708,408.08) (the "Contribution in Kind").

The global contribution of ninety-six million seven hundred and eight thousand four hundred and eight British Pounds and eight pence (GBP 96,708,408.08) is allocated as follows: twelve thousand four hundred British Pounds (GBP 12,400.-) are allocated to the share capital of the Company and ninety-six million six hundred and ninety-six thousand and eight British Pounds and eight pence (GBP 96,696,008.08) are allocated to the share premium account of the Company.

*Valuation of the Contribution in Kind*

The value of the Contribution in Kind has been calculated and evaluated at ninety-six million seven hundred and eight thousand four hundred and eight British Pounds and eight pence (GBP 96,708,408.08) on the basis of a valuation report from the management of the Company dated 29 February 2016.

*Declaration*

The Sole Shareholder hereby declares that:

- it has the power to contribute the Contribution in Kind to the Company;
- there exists no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that any part of the Contribution be assigned to it; and
- the Contribution in Kind is hereby contributed and assigned to the Company.

### *Second resolution*

As a consequence of the above resolutions, the Sole Shareholder decides to update the first paragraph of article 5 of the Articles in order to reflect the above share capital increase so that it reads as follows:

#### **“ Art. 5. Share Capital.**

5.1 The corporate capital is fixed at twenty-four thousand eight hundred British Pounds (GBP 24,800.-) represented by twenty-four thousand eight hundred (24,800) shares (the “Shares” and each, a “Share”).”

### *Costs and Expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to seven thousand euros (EUR 7,000.-).

Whereof, the present deed is drawn up in Redange-sur-Attert, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le premier mars.

Par-devant la soussignée, Maître Danielle KOLBACH, notaire résidant à Redange-sur-Attert (Grand-duché de Luxembourg).

### **A COMPARU**

57 WHITEHALL HOLDINGS S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, 2220 Luxembourg ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Redange-sur-Attert en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée.

Ladite procuration, signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera attachée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique (l'“Associé Unique”) de “57 WHITEHALL S.à r.l.”, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, 2220 Luxembourg, constituée en vertu d'un acte du notaire soussigné, en date du 25 février 2016, et dont les statuts (les “Statuts” tels qu'ils seront modifiés suite aux présentes résolutions) n'ont pas encore été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (la “Société”).

La partie comparante représentant l'intégralité du capital social requiert le notaire d'acter les résolutions suivantes:

### *Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de douze mille quatre cents Livres Sterling (GBP 12.400,-), afin de le porter de son montant actuel de douze mille quatre cents Livres Sterling (GBP 12.400,-), à vingt-quatre mille huit cents Livres Sterling (GBP 24.800,-), par la création et l'émission de douze mille quatre cents Livres Sterling (12.400) nouvelles parts sociales chacune ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1,-) (les “Nouvelles Parts Sociales”), chacune de ces Nouvelles Parts Sociales ayant les droits et obligations tels que décrits dans les Statuts, et étant émises avec une prime d'émission totale de quatre-vingt-seize millions six cent quatre-vingt-seize mille et huit Livres Sterling et huit pence (GBP 96.696.008,08).

Les Nouvelles Parts Sociales sont souscrites par l'Associé Unique et payées par voie d'apport nature consistant en une créance certaine, liquide et exigible que l'Associé Unique détient sur la Société pour un montant de quatre-vingt-seize millions sept cent huit mille quatre cent huit Livres Sterling et huit pence (GBP 96.708.408,08) (la “Contribution en Nature”).

La contribution globale de quatre-vingt-seize millions sept cent huit mille quatre cent huit Livres Sterling et huit pence (GBP 96.708.408,08) est allouée comme suit: douze mille quatre cents Livres Sterling (GBP 12.400,-) sont alloués au capital social de la Société et quatre-vingt-seize millions six cent quatre-vingt-seize mille et huit Livres Sterling et huit pence (GBP 96.696.008,08) sont alloués aux comptes de prime d'émission de la Société.

### *Documents attestant de l'évaluation de la Contribution en Nature*

La valeur de la Contribution en Nature a été calculée et évaluée à quatre-vingt-seize millions sept cent huit mille quatre cent huit Livres Sterling et huit pence (GBP 96.708.408,08) sur base d'un rapport d'évaluation du management de la Société en date du 29 février 2016.

### *Déclaration*

L'Associé Unique déclare par la présente que:



- il a le pouvoir d'apporter à la Contribution en Nature à la Société;
- il n'existe aucun autre droit de préemption, ni tout autre droit en vertu duquel une personne pourrait avoir droit de demander que toute partie de la Contribution lui soit transférée; et
- la Contribution en Nature est par la présente, apporté et transféré à la Société.

*Deuxième résolution*

Suite aux résolutions mentionnées ci-dessus, l'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts, afin de refléter l'augmentation de capital susmentionnée lequel sera dorénavant rédigé comme suit:

**« Art. 5. Capital Social.**

5.1 Le capital social est fixé à vingt-quatre mille huit cents Livres Sterling (GBP 24.800,-) représenté par vingt-quatre mille huit cents (24.800) parts sociales (les «Parts Sociales» et individuellement, une «Part Sociale»).»

*Frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, en raison du présent acte, s'élève à environ sept mille euros (EUR 7.000,-).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français et qu'à la requête de la partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses nom, prénom, état civil et résidence, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 3 mars 2016. Relation: DAC/2016/3312. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur* (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016079086/124.

(160044545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

**CI Cerveza S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 25.050,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 176.833.

—  
EXTRAIT

Par résolutions prises en date du 14 mars 2016, l'associé unique de la Société a décidé:

- d'accepter la démission de William A. Newlands Jr de son poste de gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat;

- de nommer William F. Hackett, né le 26 juin 1951 dans le Wisconsin, États-Unis d'Amérique, et ayant son adresse professionnelle au One South Dearborn Street, Suite 1700, Chicago, Illinois 60603, États-Unis d'Amérique, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais constitué des personnes suivantes:

- Manfred Schneider, gérant de catégorie A;
- Nicolas Susgin, gérant de catégorie A;
- André R. Duval, gérant de catégorie A;
- Stéphanie Henrard, gérant de catégorie A;
- Perry R. Humphrey, gérant de catégorie B;
- David E. Klein, gérant de catégorie B;
- Robert Sands, gérant de catégorie B;
- Michael Lurie, gérant de catégorie B; et
- William F. Hackett, gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations  
Capellen, le 14 mars 2016.

Référence de publication: 2016079246/27.

(160045448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**ANEFORÉ Asbl, Association sans but lucratif,  
(anc. Foprogest, A.s.b.l.).**

Siège social: L-7220 Walferdange, eduPôle Walferdange, route de Diekirch.  
R.C.S. Luxembourg F 792.

—  
*Assemblée générale du 8 mars 2016*

Modification des statuts

L'article 1 est modifié comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** L'association est dénommée Anefore et a son siège à Walferdange.

Référence de publication: 2016079124/11.

(160045173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Ekoline S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 121.543.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société EKOLINE S.A. qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 23 février 2016 à 10 heures.*

L'assemblée décide:

1. D'accepter la démission de Monsieur Jean-Yves PIERRARD, au poste d'administrateur délégué, né le 09 août 1950 à Saint-Avold, demeurant au 191, rue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

2. D'accepter la nomination de Monsieur Paul Emile PIERRARD, né le 29 janvier 1987 à Forbach, au poste d'administrateur, demeurant au 191, rue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, son mandat expirant le 25 mars 2019

3. D'accepter la nomination de Monsieur Paul Emile PIERRAD, né le 29 janvier 1987 à Forbach, au poste d'administrateur délégué, demeurant au 191, rue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, son mandat expirant le 25 mars 2019

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 23 février 2016.

*Pour la société*

SACOMIE SA

Jean-Yves Pierrard

*Administrateur Délégué*

Référence de publication: 2016079324/22.

(160045686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Eurobank Private Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.  
R.C.S. Luxembourg B 24.724.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue le 8 mars 2016 à Luxembourg.*

L'Assemblée prend acte de la démission de Monsieur Kenneth Howard Prince-Wright, et ratifie la nomination par le Conseil d'Administration, en qualité d'administrateurs, de Monsieur Panayotis Aristidis Thomopoulos, de Monsieur Christos Adam, respectivement en date du 9 et 10 mars 2015, et décide de coopter Monsieur George A. Provopoulos en qualité de nouvel administrateur, demeurant professionnellement, 20 Amalias Avenue, 10557 Athènes, Grèce, en date du 11 février 2016 (sous réserve pour ce dernier de l'accord final de la Commission de Surveillance du Secteur Financier et Banque centrale européenne).

L'Assemblée décide de réélire les actuels Administrateurs jusqu'à l'assemblée ordinaire qui se tiendra en 2018 et de renouveler le mandat du Réviseur d'Entreprises jusqu'à l'assemblée clôturant les comptes au 31 décembre 2016. Dès lors, la société se présente comme suit:

*Conseil d'administration*

Mr François Ries

Mr Panayotis Aristidis Thomopoulos

Mr Konstantinos Tsiveriotis

Mrs Yasmine Ralli

Mr Fokion Karavias

Mr Dimosthenis Archontidis  
Mr George A. Provopoulos  
Mr Christos Adam  
Mr Michalakis Louis

*Réviseur d'entreprises*

PricewaterhouseCoopers Société Coopérative, 2 Rue Gerhard Mercator, L - 1014 Luxembourg

Luxembourg, le 8 mars 2016.

Eurobank Private Bank Luxembourg S.A.

*Banque Domiciliataire*

Référence de publication: 2016079347/32.

(160044827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Everglades Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 58.778.

—  
EXTRAIT

Il est porté à la connaissance du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et afin de mettre à jour les informations inscrites auprès de celui-ci:

- que Madame Rika Mamdy, née le 04 novembre 1946 à Diksmuide (Belgique), avec adresse professionnelle 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est le représentant permanent de la société Nationwide Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99746 et ayant son siège social au 12 Impasse Drosbach, bâtiment D, L-1882 Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et ce en remplacement de Monsieur Patrick Goldschmidt.

- que Madame Rika Mamdy, née le 04 novembre 1946 à Diksmuide (Belgique), avec adresse professionnelle 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg est le représentant permanent de la société Tyndall Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99747 et ayant son siège social au 12 Impasse Drosbach, bâtiment D, L-1882 Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et ce en remplacement de Monsieur Jean-Bernard Zeimet.

- que Madame Rika Mamdy, née le 04 novembre 1946 à Diksmuide (Belgique), avec adresse professionnelle 12D, Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg, est le représentant permanent de la société Alpmann Management S.A. inscrite au numéro RCS B 99739 et ayant son siège social au 12 Impasse Drosbach, bâtiment D, L-1882 Luxembourg, à partir du 1<sup>er</sup> décembre 2015 et ce en remplacement de Monsieur Patrick Goldschmidt.

Luxembourg, le 15 mars 2016.

*Pour Everglades Properties S.A.*

Référence de publication: 2016079350/24.

(160045702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**Pluralinvest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 145.008.

—  
*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la société PLURALINVEST S.A. qui s'est tenue en date du 15 février 2016*

Il a été décidé ce qui suit:

- après délibération, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Nicolas Hamel en sa qualité d'Administrateur de la Société et décide de coopter en remplacement Madame Marie-Aleth Hendessi, Avocat à la Cour, demeurant professionnellement au 10 rue Pierre d'Aspelt, L-1142 Luxembourg.

Le mandat du nouvel Administrateur viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle de 2020.

Le Conseil d'Administration se compose donc comme suit: Mesdames Véronique Wauthier et Marie-Aleth Hendessi et Monsieur Didier Schönberger.

Extrait certifié conforme

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2016077401/19.

(160042524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---